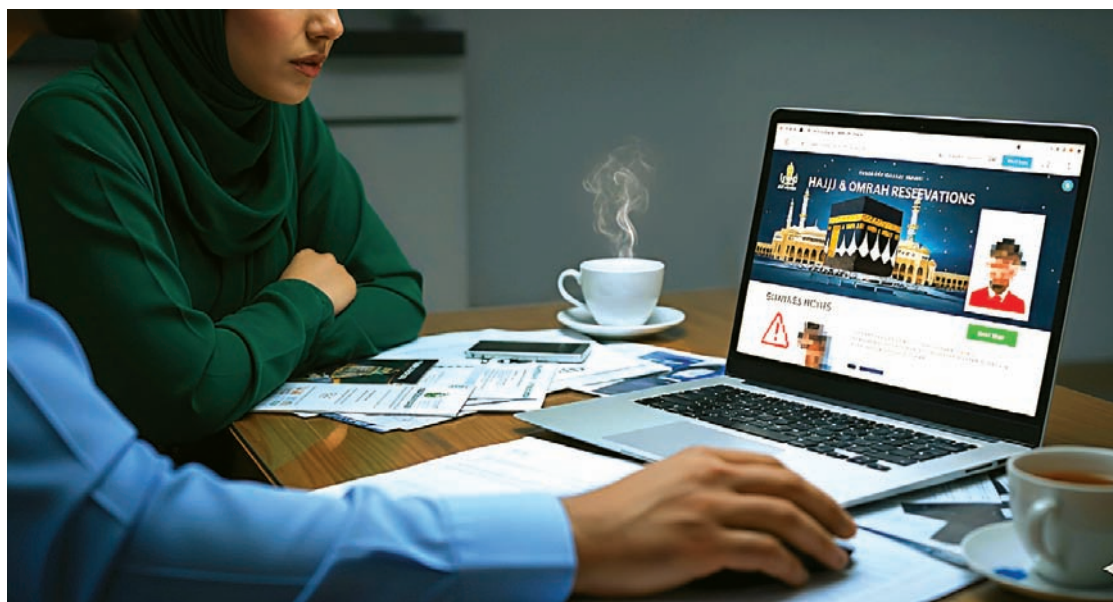




HADJ ET OMRA Mise en garde contre des pages électroniques offrant des services fictifs

P. 4



AGRESSION CONTRE LE QATAR L'Algérie appelle à «briser le cycle de l'impunité» d'Israël

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2

IATF D'ALGER Des dividendes pour tout un continent

Lire l'article de A. Z. page 3



Agression contre le Qatar L'Algérie appelle à «briser le cycle de l'impunité» d'Israël

Vendredi 706^e jour de l'agression sioniste contre la population civile de Ghaza et 6^e mois (194 jours) du siège total de l'enclave, l'armée génocidaire d'Israël poursuit ses massacres contre les femmes, les enfants, et les personnes à la recherche d'aides alimentaires.

Mohamed Mehdi

Le rapport statistique publié, jeu di, par le ministère de la Santé, fait état de 428 victimes lors des précédentes 24h (mercredi), dont 72 martyrs et 356 blessés transférés vers les hôpitaux de Ghaza, portant à 64.718 martyrs et 163.859 blessés, le nombre total de victimes Palestiniennes depuis le 7 octobre 2023.

Le bilan des victimes depuis la reprise des bombardements, le 18 mars 2025, passe à 12.170 martyrs et 51.818 blessés, ajoute le document.

En outre, durant la même période, les tirs de l'armée d'occupation et des agents de la fondation américaine «GHF» ont fait 9 martyrs et 87 blessés devant les «centres d'aide» israélo-américains, portant le nombre total des victimes, parmi les demandeurs d'aide alimentaire, à 2.465 martyrs et 17.948 blessés. Par ailleurs, le ministère de la Santé a annoncé le décès de 7 personnes affamées, dont un enfant, portant le nombre total de victimes de la famine et de la malnutrition, imposée par Israël avec le soutien des Etats-Unis, à 411 martyrs, dont 142 enfants. Les bombardements de vendredi sur plusieurs régions de Ghaza ont fait, depuis l'aube jusqu'à 14h (localement), pas moins de 50 martyrs, dont 37 dans les attaques incessantes sur la ville de Ghaza et le nord de l'enclave.

AL-MAWASI : DES CENTAINES DE MILLIERS DE PERSONNES QUAISMENT SANS EAU

Un responsable du Haut-Commissariat des Nations Unies pour l'enfance (HCR) présent dans la zone dite «humanitaire» d'al-Mawasi, au sud de Ghaza, a déclaré à Al Jazeera English (AJE) qu'il fallait «faire beaucoup plus» pour soutenir les milliers de familles déplacées qui ont trouvé refuge dans des «circonstances aussi difficiles».

En moins d'un mois, plus de 70.000 personnes ont effectué le pénible voyage du nord au sud de Gaza suite à la décision israélienne d'évacuer de force les Palestiniens des «zones de combat», affirme Tess Ingram, porte-parole de l'UNICEF. «Cette zone (al-Mawasi, ndlr) est déjà incroyablement surpeuplée, avec des centaines de milliers de personnes qui manquent de services et de fournitures pour répondre à leurs besoins, sans parler de l'afflux de personnes venant du nord», a ajoute Ingram. «Une canalisation d'eau longe le côté ouest du camp, mais l'accès limité à l'est – où de nouvelles familles arrivent – oblige les femmes à marcher des heures pour remplir un seul jerry-can d'eau qui doit durer toute la semaine», explique encore la responsable citée par AJE.

De son côté, le correspondant d'AJE à al-Mawasi, Tareq Abu Azzoum, décrit une «situation désespérée» pour la population, dans un reportage sur un camp de tentes de fortune d'environ «9 km² où s'entassent des dizaines de milliers de personnes».

«L'intensification des raids aériens et des opérations terrestres de l'armée israélienne dans la ville de Ghaza pous-

se, de plus en plus de familles à fuir vers le sud de l'enclave, en particulier al-Mawasi où il n'y a pas de centres officiels de distribution d'aide, de toilettes, ni même de canalisations d'eau», rapporte Abu Azzoum.

«Des files de jeunes femmes, d'enfants et d'hommes font la queue devant la soupe populaire locale pour recevoir de la soupe ou des lentilles pour survivre. C'est une situation désespérée», dit-il encore, expliquant que les familles déplacées de force par «les ordres d'évacuation répétés et les bombardements massifs d'Israël», sont obligées de «rebrousser chemin, faute de place».

FREINER L'ESCALADE IRRESPONSABLE DE L'ENTITÉ SIONISTE

L'Algérie a appelé, jeudi à New York, par la voix de son représentant permanent auprès des Nations unies, l'ambassadeur Amar Bendjama, la Communauté internationale à freiner l'escalade irresponsable de l'entité sioniste, considérant que la récente agression sioniste contre Doha, prouve que l'occupation ne cherche pas la paix mais s'emploie à perpétuer la guerre.

Pour M. Bendjama l'attaque contre Doha «dépassé la simple violation de la souveraineté d'un Etat membre de l'ONU pour constituer une offense à la diplomatie», ajoutant que «l'agression a visé un médiateur reconnu, œuvrant sans relâche pour mettre fin à l'effusion de sang à Ghaza, ce qui prouve de manière irréfutable qu'Israël ne cherche ni à parvenir à la paix, ni à libérer les otages, ni à mettre un terme aux hostilités, mais bien à perpétuer la guerre».

Il a rappelé que l'Algérie condamne vigoureusement «l'agression sioniste lâche», exprimant «sa pleine solidarité avec l'Etat du Qatar frère et son peuple». L'entité sioniste «agit comme si elle était au-dessus des lois, comme si le droit n'existait pas, comme si les frontières n'avaient pas de sens et comme si la souveraineté était une notion dont on pouvait se passer, tout en considérant la Charte des Nations unies comme un texte fragile. Pendant ce temps, des milliers de vies innocentes sont fauchées à Ghaza», poursuit

le diplomate algérien dans son intervention lors de la réunion du Conseil de sécurité sur la situation au Moyen-Orient, consacrée à la récente agression sioniste contre le Qatar.

L'Algérie considère que «pensant pouvoir agir en toute impunité», l'entité sioniste «pousse la région et le monde entier vers l'abîme», en commettant des «actes insensés et l'expression d'une folie d'un gouvernement extrémiste», avertissant que «le silence de la Communauté internationale et celui de ce Conseil (qui) est incapable d'agir, d'identifier l'agresseur, nourrissent le chaos».

Bendjama a appelé à une «action réelle et des mesures visant à soumettre Israël à la reddition de comptes pour briser le cycle de l'impunité», insistant sur «l'urgence pour le Conseil de sécurité d'utiliser tous les instruments à sa disposition, y compris les sanctions, avant qu'il ne soit trop tard».



Palestine

L'Assemblée générale de l'ONU adopte une résolution en faveur de la solution à deux Etats

L'Assemblée générale des Nations Unies a voté vendredi, un projet de résolution approuvant la "Déclaration de New York" sur la mise en œuvre de la solution à deux Etats et la création d'un Etat palestinien indépendant.

Ainsi, 142 pays ont voté en faveur de la résolution, 10 contre et 12 se sont abstenus. La "Déclaration de New York" plaide notamment pour la "fin de l'agression contre Ghaza" et un "règlement juste, pacifique et durable du conflit palestinien, reposant sur une mise en œuvre véritable de la solution à deux Etats".

Dans la perspective d'un futur cessez-le-feu, elle évoque également le déploiement d'une "mission internationale temporaire de stabilisation" à Ghaza, sous mandat du Conseil de sécurité de l'ONU, pour protéger la population, soutenir le renforcement des capacités

de l'Etat palestinien et apporter des "garanties de sécurité".

Dans un communiqué publié par le ministère des Affaires étrangères, l'Etat de Palestine a salué les efforts importants déployés ultérieurement pour transformer la "Déclaration de New York" en un plan d'action efficace, assorti de mesures claires sur les plans politique, économique, juridique et sécuritaire, appelant à activer tous les outils pour mettre fin à l'occupation sioniste.

Pour rappel, la "Déclaration de New York", adoptée fin juillet à l'issue de la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur le règlement pacifique de la question palestinienne et la mise en œuvre de la solution à deux Etats, a appelé à des "mesures pratiques collectives" pour mettre fin à l'agression sioniste contre Ghaza, lever immédiatement les

restrictions et ouvrir les points de passage dans toute la bande de Ghaza.

Les participants à la conférence ont appelé l'entité sioniste à s'engager "publiquement et clairement" en faveur d'une solution à deux Etats, y compris un Etat palestinien souverain, à mettre immédiatement fin à la violence des colons et à cesser toutes les activités de colonisation, les saisies de terres et les annexions dans les territoires palestiniens occupés, y compris El-Qods Est.

La Déclaration de New York a également souligné la nécessité de préserver le statu quo juridique et historique sur les lieux saints islamiques et chrétiens de El-Qods et de s'engager à adopter des mesures restrictives contre les colons extrémistes et les entités et individus qui soutiennent les colonies, conformément au droit international.

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Un tournant ou une capitulation de plus

La nouvelle est tombée comme un couperet : Doha, capitale du Qatar, accueillera les 14 et 15 septembre un sommet arabe-islamique extraordinaire pour discuter d'une riposte à l'attaque israélienne du mardi précédent.

Une attaque qui, au-delà de l'agression contre un Etat, marque une gifle retentissante à l'ensemble du monde arabe et musulman. Car frapper le Qatar, pays qui s'est longtemps vu en médiateur, c'est frapper le cœur de la prétention arabe à être encore acteur de son destin. Mais que vaut une réunion de chefs d'Etat si elle ne débouche que sur une énième déclaration creuse, calibrée pour les caméras, pleine de mots usés et de promesses déjà trahies ? L'heure n'est plus aux formules diplomatiques polies ni aux illusions de « retenue stratégique ». L'heure est à une décision claire, lourde, historique : celle de geler, immédiatement et sans retour, le processus de normalisation avec l'entité sioniste. Normalisation ! Quel mot pervers, quel mot souillé d'hypocrisie. Car comment peut-on normaliser avec ce qui est, depuis sa naissance, l'incarnation même de l'anormalité historique ? Comment tendre la main à un Etat qui, en deux ans seulement, a bombardé et violé la souveraineté de sept pays arabes du Liban à la Syrie, de Ghaza au Yémen, et ce, en plein génocide, sous les yeux d'un monde occidental complice, tétanisé ou cyniquement satisfait ?

Faut-il rappeler l'histoire ? Faut-il remonter à 1948, à la Nakba, où plus de 700.000 Palestiniens ont été déracinés de leurs terres ? Faut-il rappeler 1967, quand l'arrogance militaire israélienne a humilié les armées arabes en six jours, ouvrant la voie à des décennies de soumission ? Faut-il rappeler Sabra et Chatila, en 1982, où les massacres perpétrés, sous les yeux de Tsahal, ont révélé au monde l'impunité totale dont jouissait cette entité coloniale ? Faut-il rappeler, plus proche de nous, le génocide de Ghaza, transformant ce territoire en prison à ciel ouvert, et l'assassinat en direct de civils, journalistes et médecins ?

Et pourtant, malgré ce cortège d'horreurs, certains régimes arabes se sont précipités dans les bras de l'occupant, inventant des artifices sémantiques pour justi-

fier l'injustifiable : « accords d'Abraham », « partenariat pour la paix », et cette monstruosité symbolique qu'est la **Maison de la Famille Abrahamique**. Un complexe interconfessionnel vendu comme un « pont entre les religions », alors qu'il n'est qu'un masque posé sur l'oppression, une vitrine de soumission, un décor pour cacher les bombes qui tombent sur Ghaza, les chars qui rasant les villages de Cisjordanie, les avions qui frappent les capitales arabes. Que vaut un tel projet quand les enfants de Rafah meurent étouffés sous les décombres ? Que vaut une « La Maison de la Famille Abrahamiques » quand la famille palestinienne est pulvérisée, chaque jour, par l'aviation sioniste ?

La vraie réponse, la seule qui pourrait redonner à la nation arabe un peu de dignité et de crédibilité, serait de rompre immédiatement ces mascarades : renvoyer les ambassadeurs sionistes, fermer les bureaux de normalisation, geler ces programmes honteux qui ne sont rien d'autre que des chaînes dorées offertes par Washington et Tel-Aviv.

Car tout autre discours, toute autre formule diplomatique, toute autre déclaration d'intention ne serait qu'un pas supplémentaire vers la soumission totale. Ce serait offrir, une fois de plus, une humiliation publique aux peuples arabes, qui voient depuis trop longtemps leurs dirigeants s'agenouiller, trahir, vendre leur honneur pour quelques contrats ou quelques promesses de protection. L'histoire jugera. Tout comme elle juge aujourd'hui la lâcheté des monarchies arabes en 1948, le silence complice des régimes en 1982, la capitulation de certains en 2020. Elle jugera si, en septembre 2025, les capitales arabes ont choisi la voie de la dignité ou celle de l'abaissement définitif. Doha porte une responsabilité immense : ou bien ce sommet deviendra le point de bascule qui rendra aux peuples un souffle de fierté, ou bien il ne sera qu'une réunion de plus, une parenthèse creuse dans l'interminable roman de la résignation arabe. Il est encore temps de dire « non ». Non à la normalisation, non à la Maison de la soumission abrahamique, non à la mascarade diplomatique. Et « oui » à l'histoire, à la justice, à la dignité retrouvée.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration

Rédaction

63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>

E-mail : infos@lequotidien-oran.com

publicite@lequotidien-oran.com

admin@lequotidien-oran.com

lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone** : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax** : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

IATF d'Alger Des dividendes pour tout un continent

A.Z.

Le rideau est tombé sur la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF-2025), qui s'est tenue du 4 au 10 septembre, à Alger, mais son impact continuera dans les prochaines années d'imprégner la vie économique du continent grâce aux accords commerciaux conclus durant cette importante manifestation, d'une ampleur inédite, dont 23 milliards USD pour l'Algérie entre contrats signés et engagements d'exportation, qui permettront de diversifier ses exportations et de s'affranchir de sa dépendance aux hydrocarbures, selon des experts algériens.

Pour l'expert international en développement économique, Abderrahmane Hadeff, cité par l'APS, les contrats signés par l'Algérie «constituent une preuve concrète de l'efficacité de cet événement en tant que véritable plateforme pour le renforcement de la coopération économique africaine». Ils reflètent également «la volonté commune de surmonter les obstacles et de s'orienter vers des partenariats économiques réels et fructueux», d'autant plus que l'orientation des investissements vers les secteurs prioritaires contribue directement au développement durable et à la réduction des disparités régionales. Globalement, un montant de 48,3 milliards USD de contrats a été conclu, au-delà de l'objectif initial de 44 milliards USD. L'Algérie a obtenu la part la plus importante avec 23 milliards USD, répartis entre 11,4 milliards USD de contrats signés et 11,6 milliards USD d'engagements d'exportation devant être finalisés ultérieurement. Comme en témoignent les chiffres, c'est une édition qui a battu des records à plusieurs niveaux, réunissant 2.148 exposants, dont 1.923 en présentiel et 225 virtuellement, dépassant les 2.000 initialement prévus. Alors que le nombre de visiteurs a, lui aussi, largement dépassé les attentes, atteignant 112.476 participants, dont 60.650 en présentiel et 51.826 virtuellement, contre 35.000 attendus.

ACCÉLÉRER LA MISE EN ŒUVRE DE LA ZLECAF

On gardera également à l'esprit une organisation exemplaire de cet événement continental, ainsi qu'une participation massive, marquée par la présence de 14 chefs d'Etat et de gouvernement, de délégations officielles et de hauts responsables, qui ont placé la barre très haut pour ses prochaines éditions (la 5^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF) se tiendra à Lagos, au Nigeria, en 2027), en Algérie. Tous les observateurs ont reconnu que cette 4^e édition, placée sous le slogan «Passerelles vers de nouvelles opportunités», qui a connu un «franc succès», ayant hissé l'événement au niveau de «la véritable excellence», a confirmé le rôle de l'Algérie comme catalyseur du commerce et de l'intégration économique en Afrique. Chose qui a été soulignée par le président Tebbou-

ne dans son allocution à l'occasion de l'inauguration de la manifestation. «L'Algérie demeurera un acteur incontournable de la transformation du continent africain et un défenseur des pays aspirant au développement et à la consolidation de leur souveraineté politique, économique et culturelle», a-t-il affirmé. Tout en réitérant l'engagement de l'Algérie en faveur d'«une Afrique forte, solidaire et prospère», capable d'occuper toute sa place sur la scène internationale. L'ancien président du Nigeria et président du Conseil consultatif de l'IATF, M. Olusegun Obasanjo, a souligné le succès de cette édition, qui a «dépassé toutes les attentes, démontrant la force de l'Afrique». La représentante du président de la Commission de l'Union africaine (UA) a relevé, pour sa part, que la tenue de la 4^e édition de l'IATF reflète la position de l'Algérie en tant que phare de l'unité africaine et levier de l'intégration économique des Etats de l'UA. Parrainée par l'Union africaine (UA) et la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), cette foire a constitué une plateforme idéale pour renforcer la coopération intra-africaine et tracer de nouveaux horizons de partenariat. L'accent a été mis sur l'urgence d'accélérer la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) afin de bâtir un marché unique, véritable moteur d'investissement et de commerce.

L'économiste ghanéen Augustin Fosu a estimé qu'au regard de ses résultats fructueux, l'IATF constituera un catalyseur essentiel pour l'opérationnalisation de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et pour l'encouragement des investissements dans le continent, soulignant que la valeur des accords signés reflète l'importance majeure de cet événement. M. Fosu a également salué la qualité des rencontres entre opérateurs économiques, institutions et gouvernements et des événements spécialisés organisés dans le cadre de cette foire, à l'instar du Salon africain de l'automobile et des espaces dédiés aux jeunes et aux startups. L'exploitation du potentiel africain dans les secteurs agricole, énergétique et industriel, qui offrent de nombreuses opportunités de projets communs n'ont pas été en reste dans les discussions. Notons, aussi, que cette édition a réservé une place importante à la culture, la jeunesse et la diaspora africaines. A cet effet, le président de la République a annoncé la création d'un Fonds spécial destiné au financement des start-up et des jeunes innovateurs du continent, une décision qualifiée d'historique.

Rappelons que l'événement a été ponctué par plusieurs annonces, dont celle du président Tebboune, qui a ordonné l'ouverture d'une ligne aérienne directe vers la capitale tchadienne N'Djamena, et l'annonce du lancement officiel du Fonds de financement des start-up et des jeunes innovants à l'échelle africaine, ainsi que le lancement de la Société africaine du commerce et de la distribution.

Des mesures pour accompagner l'exportation de ciment et de clinker

Le Premier ministre par intérim, M. Sifi Ghrieb, a présidé, jeudi au Palais du Gouvernement, une réunion interministérielle consacrée à l'exportation de ciment et de clinker, indique un communiqué des services du Premier ministre.

Cette réunion, tenue en présence des ministres chargés des finances, du commerce extérieur et de la promotion des exportations, des travaux publics et des transports, du gouverneur de la Banque d'Algérie et des opérateurs économiques actifs dans le domaine de l'exportation de ciment, s'inscrit «dans le

cadre du suivi de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la promotion des exportations, notamment à travers le développement des ports dédiés à l'exportation de ciment et de clinker». La réunion a été l'occasion de suivre des exposés sur l'état des infrastructures au niveau des ports concernés par les opérations d'exportation et d'écouter les préoccupations et propositions des opérateurs économiques présents, après quoi «une série de mesures concrètes et immédiates ont été prises pour accompagner

l'exportation de ciment et de clinker à court terme, notamment à travers la rationalisation de l'exploitation des infrastructures disponibles, en vue d'augmenter leurs capacités de stockage et de maîtriser les coûts logistiques», précise le communiqué.

La réunion a également permis d'examiner des propositions visant à assurer une meilleure disponibilité des produits destinés à l'exportation à moyen terme, notamment à la lumière des importants investissements en la matière, qui devraient entrer en service prochainement, conclut la même source.

Sifi Ghrieb préside les travaux de la 197e session du CPE

Le Premier ministre par intérim, M. Sifi Ghrieb, a présidé, jeudi au Palais du Gouvernement, les travaux de la 197^e session du Conseil des participations de l'Etat (CPE) consacrée aux perspectives de développement de l'activité de nombre d'entreprises publiques opérant

dans les domaines de l'industrie électrique, des télécommunications, de l'industrie pharmaceutique et de l'industrie du verre, indique un communiqué des services du Premier ministre. Cette session a été l'occasion de souligner l'importance de la concrétisation des investis-

sements programmés par les entreprises concernées, notamment ceux ayant une incidence directe et considérable en termes de renforcement des capacités de production, de diversification de l'économie nationale et de création d'emplois, ajoute le communiqué.



Actuellement, dans plusieurs parties du monde, que ce soit au niveau du

LES «NOUVELLES GUERRES»

Sud Global ou du Nord Global, les guerres et les conflits armés font rage, s'éternisant et saignant les Etats et surtout, des populations qui se voient engagées plus de force que de gré. Globalement, tout cela pour la conquête de nouvelles terres, très riches en matériaux rares et précieux, absolument nécessaires aux croissances économiques et industrielles. Ajoutez-y l'affairisme, le suprémacisme et le racisme, le fanatisme religieux et les nationalismes exacerbés et la coupe sera bien pleine. Bien sûr, l'être humain n'ayant pas changé quant à ses habitudes prédatrices et bellicistes et la soif de pouvoir n'ayant jamais diminué, malgré les défaites et les catastrophes, ce sont surtout les armées qui s'affrontent sur le terrain, utilisant des moyens de plus en plus sophistiqués et de plus en plus ravageurs les plus lâches s'en prenant au maillon faible, les populations civiles, femmes et enfants y compris, toujours désarmées. L'exemple le plus tragique de ces dernières années est bien celui, toujours actuel, de la Palestine occupée et de Ghaza martyrisée par l'occupation et les bombardements sionistes. Mais, ce n'est là que l'aspect le plus visible de la 3^{ème} guerre mondiale actuelle qui a déjà commencé depuis pas mal de temps. De manière éparpillée et étalée certes, mais bel et bien là. On voit même un grand pays, puissant militairement, transformer, tout récemment, son ministère de la Défense en ministère de la Guerre. C'est tout dit !

S'y préparer? Se protéger? Là est toute la problématique de la nouvelle politique de défense et de protection des nations. Certaines s'y sont déjà préparées, d'autres pas encore. Comment ? Beaucoup d'armement certes, mais surtout par la mise en œuvre, en aval, de «nouvelles guerres» (déjà entreprises par certaines grandes puissances, de leurs alliés et des Etats malfaisants). Le tout dans la discrétion - c'est une simple observation et non une règle - sinon le secret le plus total, car si on peut se permettre d'évoquer publiquement ses ambitions et les grandes lignes en matière de défense ou de guerre, on ne diffuse jamais, mais alors jamais, les plans et programmes de mise en œuvre. Ceci, afin de ne pas

dévoiler ses intentions. Moins on en parle publiquement (et même en cercles de proches) et mieux ça vaut pour l'efficacité à venir et, surtout, pour éviter que les autres n'élaborent des contre-attaques.

Tout en ne tombant pas dans les pièges des «réponses à tout prix» aux contenus des réseaux sociaux et même des médias classiques, pour une bonne partie, garnis de «taupes», d'usines à «trolls», d'aigris, de revanchards, de rancuniers, d'opposants, quand ce ne sont pas des «zinzins» manipulant l'IA. Toute une Armée numérique, avec ses réguliers et ses «harkis» :

- On a, tout d'abord, la mobilisation (volontaire, cela va de soi !) des capacités intellectuelles et économiques des diasporas, tout particulièrement lorsqu'elles sont importantes quantitativement et qualitativement.

- Il y a, ensuite, les actions en matière de développement des capacités numériques nationales, générales ou spécialisées, toutes facilitant la maîtrise des données et des moyens.

- Il y a, enfin, la stratégie et les programmes de communication d'Etat (à différencier de l'information gouvernementale laquelle s'effectue normalement, bien sûr, dans des cadres étudiés et organisés)

Quelques extraits du «Dictionnaire des citations algériennes», A-D B, éd.El Qobia, Alger 2022

- Malgré quelques apparences et la jeunesse de certains acteurs de la vie politique en Algérie, on communique selon de vieux paradigmes. La communication politique reste dominée par des réflexes datant des années 70 et 80. Il n'y a pas de communication et de non-communication, il y a seulement une bonne et une mauvaise communication (Fayçal Sahbi, sémiologue © Liberté, samedi 24 octobre 2020)

- Communication :le silence et le démenti sont les composantes fondamentales de la communication en Algérie; ce déficit porte un grand tort à l'Algérie qui n'est pas crue même quand elle est de bonne foi alors que les bons communicateurs sont crus même et peut-être surtout, quand ils sont de mauvaise foi ! (Abdelhamid Senouci Bereksi. «Recueil de mots, de maux et d'émotions d'un Algérien. Netrabaw ga3 bechyetnahaw. Eduquons-nous tous pour qu'ils dégagent». Abécédaire © Rafar Editions, Alger 2020).

Ouverture lundi de la session parlementaire 2025-2026

L'ouverture de la session ordinaire 2025-2026 des deux chambres du Parlement interviendra lundi prochain, indique, jeudi, un communiqué de

l'Assemblée populaire nationale (APN). La séance d'ouverture débutera au siège de l'APN à 10h00, sous la présidence de son président M. Braham Boughali, en présence

du président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri et du staff gouvernemental, dirigé par le Premier ministre par intérim, M. Sifi Ghrieb, précise la même source.

Contrôle de conformité Du nouveau pour les véhicules importés

Le contrôle de conformité des véhicules importés est une étape essentielle avant l'immatriculation, garantissant que le véhicule respecte les normes de sécurité.

El-Houari Dilmi

En effet, les véhicules importés ou nouvellement immatriculés en Algérie doivent obligatoirement passer un contrôle de conformité avant leur mise en circulation.

Le ministère de l'Energie, des Mines et des Énergies renouvelables «compte lancer prochainement une plateforme en ligne pour la prise de rendez-vous concernant le contrôle de conformité des véhicules importés, et ce, afin de simplifier les démarches», a indiqué jeudi, un responsable au ministère.

«L'objectif est de mettre fin aux longues files d'attente et d'offrir aux usagers un service public plus fluide et transparent», a expliqué le Conseiller du ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Ali

Benikhlef, ajoutant que «grâce à une interface simple et accessible, cette plateforme permettra aux citoyens de gérer leurs rendez-vous en toute autonomie».

Ce nouveau service en ligne concernera, dans un premier temps, exclusivement le centre de contrôle du Caroubier à Alger, selon le responsable précisant que «cette phase pilote est une étape clé qui permettra d'assurer une qualité de service optimale avant d'envisager une généralisation progressive à l'ensemble du territoire national».

Ainsi, les usagers pourront choisir et réserver en ligne le créneau qui leur convient, 24h/24 et 7j/7, recevoir une confirmation de leur rendez-vous, et consulter la liste des documents requis avant leur passage au contrôle, a-t-il détaillé. «Ce projet s'inscrit pleinement dans la démarche de numérisa-

tion des services de l'Etat, décidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et traduit notre volonté d'apporter des solutions pratiques qui répondent aux attentes des citoyens», a souligné Benikhlef.

Le contrôle de conformité d'un véhicule consiste en la vérification de sa conformité aux prescriptions techniques réglementaires en vigueur, et de sa conformité aux prescriptions de la notice descriptive et du certificat de conformité du constructeur, pour les véhicules neufs fabriqués ou montés en Algérie. Pour rappel, un décret exécutif fixant les conditions et les modalités de dédouanement et du contrôle de conformité des véhicules de tourisme et utilitaires d'occasion acquis par les particuliers résidents a été publié au Journal officiel n°11 du 22 février 2023.

Import-Export L'ALGEX dissoute, deux organismes spécialisés créés

Deux nouveaux organismes distincts, chargés respectivement des importations et des exportations, ont été créés en vertu de deux décrets exécutifs publiés au Journal officiel n° 60, tandis qu'un troisième décret exécutif porte dissolution de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX).

Le décret exécutif n° 25-233 porte création, organisation et fonctionnement de l'Organisme algérien de l'importation, tandis que le décret exécutif n° 25-234 institue l'Organisme algérien des exportations.

Placée sous la tutelle du ministre du Commerce extérieur, l'Organisme dédié à l'importation est chargé de la mise en œuvre de la politi-

que de l'Etat en matière de suivi et d'encadrement des importations. Ses missions incluent notamment la proposition de mesures d'encadrement, l'exploitation des bases de données relatives aux besoins du marché national et la définition des besoins en importation.

Il est également doté d'une plateforme numérique destinée au suivi des opérations et à l'accompagnement des importateurs, interconnectée aux systèmes d'information des organismes concernés par l'importation.

De son côté, l'Organisme algérien des exportations a pour mission la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de promotion des

exportations. Ses attributions comprennent la création de représentations à l'étranger sous l'appellation «Dar El Djazaïr», la détermination du potentiel exportable, la collecte de données pour la prospection des marchés internationaux, ainsi que leur analyse.

Cet organisme dispose d'un guichet unique pour les procédures d'exportation et d'une plateforme numérique interconnectée aux structures concernées par l'exportation.

Par ailleurs, un décret exécutif distinct prévoit la dissolution de l'ALGEX et le transfert de ses biens et personnels vers le nouvel Organisme algérien des exportations.

Conférence et exposition Gastech 2025 à Milan Le PDG de Sonatrach tient des réunions avec des responsables de sociétés mondiales

Le PDG du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a tenu, jeudi, une série de réunions avec des responsables de sociétés énergétiques mondiales, en marge de la 3e journée de la Conférence et exposition «Gastech 2025», organisée du 9 au 12 septembre à Milan (Italie), indique un communiqué du groupe.

Dans ce cadre, M. Hachichi, en compagnie des cadres dirigeants du groupe, s'est réuni avec une délégation de la compagnie américaine «Chevron», conduite par le vice-président chargé du développement commercial de la compagnie, Joe Cook.

Les deux parties ont évoqué «le niveau d'avancement des discussions concernant les opportunités de développement des ressources en hydrocarbures dans les zones d'intérêt identifiées dans les bassins d'Ohanet et de Berkine, conformément au memorandum d'entente signé le 13 juin 2024 entre Sonatrach et «Chevron», précise le communiqué.

Le PDG de Sonatrach s'est également réuni avec Makoto Inomoto, directeur exécutif du gaz naturel liquéfié (GNL) et de l'éthane de la compagnie japonaise «ITO-CHU», qui entretient avec Sonatrach une coopération dans l'exploitation des méthaniens.

Le programme des réunions a également compris une réunion avec le directeur exécutif de la compagnie spécialisée dans la production des engrais «OCI Global», Ahmed El-Hoshy, afin d'examiner des projets communs.

Aussi, M. Hachichi s'est entretenu avec Halfdan Millang, PDG de l'institution norvégienne «ICA-Finance», spécialisée dans le financement et la réalisation de projets énergétiques à faibles émissions de carbone, avec lequel il a examiné les moyens d'établir de futurs partenariats.

Par ailleurs, le PDG du groupe Sonatrach et la délégation l'accompagnant ont visité les filiales de Sonatrach «Mariconsult» et «Trans-

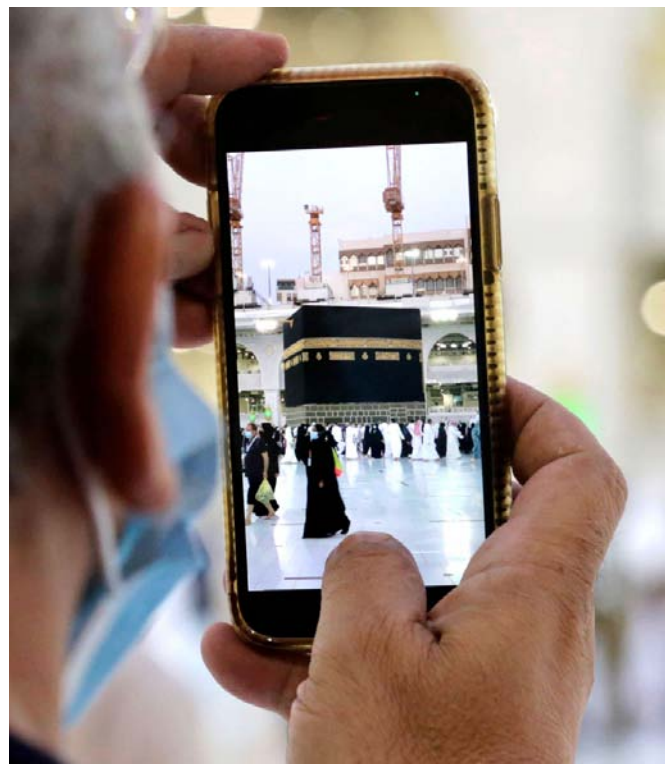
Med», basées à Milan. Lors de cette visite, la délégation a suivi une exposé détaillé sur les activités de ces deux filiales du groupe public, selon le communiqué qui a précisé que «Mariconsult» est chargée de fournir les services d'exploitation et de maintenance du système de transport de gaz, tandis que «Trans-Med» assure l'exploitation commerciale du gaz transporté.

A cette occasion, M. Hachichi a procédé à l'installation officielle de M. Rachid Zerdani à la tête des deux filiales «Mariconsult» et «Transmed», en qualité d'administrateur délégué.

Le PDG Sonatrach et la délégation l'accompagnant se sont également rendus au siège de la société «Saipem», où ils ont été reçus par son PDG, Alessandro Puliti.

Au terme d'une séance de travail entre les deux parties, la délégation de Sonatrach a visité le bureau sis au siège de «Saipem» dédié à l'ingénierie du projet intégré de phosphates, conclut le communiqué.

Hadj et Omra Mise en garde contre des pages électroniques offrant des services fictifs



L'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO) a appelé, vendredi dans un communiqué, à la prudence et à la vigilance face à des pages qui, sur les réseaux sociaux, diffusent de fausses informations et offrent des services fictifs liés au Hajj et à la Omra.

L'Office met en garde quant à la nécessité de «faire preuve de vigilance et de ne pas se laisser entraîner par les pages malveillantes et frauduleuses qui diffusent de fausses informations ou des programmes et des

services fictifs liés aux Hajj et à la Omra», précise le communiqué. De telles pratiques «font l'objet d'un suivi rigoureux par les instances officielles compétentes, en vue de préserver les droits des citoyens et empêcher tout dépassement», ajoute la même source.

L'Office a réaffirmé, dans son communiqué, que «l'information exacte et fiable est recueillie exclusivement auprès de ses sources officielles et publiées sur ses pages certifiées et son site électronique officiel».

Bejaïa Un minibus chute dans un ravin, deux morts et huit blessés

Deux (2) personnes sont décédées et huit (8) autres ont été blessées, à des degrés divers, dans un accident de la circulation survenu, jeudi, dans la commune de Tizi N'Berber (wilaya de Bejaïa), a indiqué un communiqué de la direction locale de la Protection civile.

Selon la même source, «les secours de la Protection civile sont intervenus aux environs de midi à la suite du dérapage et du renversement d'un minibus de transport de voya-

geurs assurant la ligne Tizi N'Berber-Aokas, qui a chuté dans un ravin sur le Chemin de wilaya (CW) N15, au lieu-dit Ourissen de la commune de Tizi N'Berber».

L'accident a causé la mort de deux (2) personnes, en plus de blessures à huit (8) autres, âgées de 15 à 68 ans, dont deux (2) se trouvent dans un état jugé critique. Les victimes ont été évacuées vers l'hôpital d'Aokas et la polyclinique de Tizi N'Berber, a précisé le communiqué.

Gendarmerie nationale Un réseau international de trafic de psychotropes démantelé

Les services de la Gendarmerie nationale ont démantelé un réseau criminel organisé à ramification internationale spécialisé dans la contrebande et le trafic illicite de substances psychotropes, et procédé à la saisie de 129.500 capsules psychotropes, indique jeudi un communiqué de ce corps de sécurité.

«Ce réseau criminel opérait depuis la frontière libyenne jusqu'aux wilayas Est du pays», a

précisé la même source, ajoutant que «l'opération s'est soldée par la saisie de 129.500 capsules psychotropes (Prégabaline), d'un tracteur, d'un véhicule tout-terrain et de sommes d'argent». «L'opération a également permis l'arrestation de trois (3) membres du réseau, dont un baron de la drogue déjà condamné dans des affaires similaires, tandis que trois (3) autres demeurent en fuite», conclut le communiqué.

Dans plusieurs localités au Mali Blocus et perturbations imposés par les jihadistes

Les jihadistes au Mali ont imposé ces derniers jours un blocus dans le sud et l'ouest du pays, zones frontalières avec le Sénégal et la Mauritanie d'où proviennent chaque jour des produits vitaux pour l'économie du pays.

Le Mali est confronté depuis 2012 à une profonde crise sécuritaire nourrie notamment par les violences de groupes affiliés à Al-Qaïda et à l'organisation Etat islamique (EI), ainsi que de groupes criminels communautaires. Elle s'ajoute à une grave crise économique.

Les jihadistes instaurent également depuis début septembre des barrages ponctuels sur les grands axes menant vers la capitale, entraînant une forte perturbation de la circulation des biens et des personnes près de Bamako, mais aussi dans l'ouest du pays. «Si parfois des sorties des ennemis sont constatées, elles ne durent pas plus de 20 à 30 minutes. On ne peut pas donc parler de blocus», a toutefois minimisé le chef de la Direction de l'Information et des Relations Publiques (DIRPA) de l'armée malienne, le colonel-major Souleymane Dembélé, lors d'un point de presse lundi. Selon plusieurs observateurs, cette stratégie vise plus à paralyser l'économie qu'à opérer un contrôle du territoire. Les jihadistes cherchent par ce biais à démontrer éga-

lement que l'armée malienne ne contrôle pas la situation sécuritaire sur le terrain, ajoutent-ils. Plusieurs témoins interrogés par l'AFP ont rapporté avoir vu sur l'axe Ségou-Bamako une file de voiture à l'arrêt qui s'étend sur plus d'une dizaine de kilomètres près de la capitale à cause du blocus. Au moins dix bus de transport ont également été incendiés sur l'ensemble du territoire par les jihadistes.

PARALYSER L'ÉCONOMIE

Une compagnie de transport privé particulièrement visée par les attaques jihadistes a annoncé la suspension de ses activités «jusqu'à nouvel ordre pour raisons de sécurité». Plusieurs véhicules transportant du carburant ou des produits de consommation en provenance du Sénégal voisin ont également été visés par ces attaques. N'ayant pas accès à la mer, le Mali achemine par la route la plupart des produits dont il a besoin comme les hydrocarbures, le poisson, fruits et légumes... à partir du port de Dakar, de la Mauritanie ou encore de la Côte d'Ivoire.

Le weekend dernier, aucun camion-citerne transportant du carburant n'a effectué le trajet Dakar-Bamako par crainte de subir les représailles des jihadistes. «Nous avons



préférés pour le moment mettre à l'arrêt tous nos camions. Nous envisageons d'envoyer aux jihadistes des émissaires pour parler de la sécurisation de nos activités», a déclaré à l'AFP sous couvert d'anonymat un responsable d'une société malienne de vente de carburant. Par ailleurs, six chauffeurs sénégalais ont été brièvement enlevés le week-end dernier par des jihadistes, avant d'être libérés. Si l'armée malienne a dans un premier temps minimisé les actions des jihadistes sur le terrain, elle a finalement annon-

cé l'envoi de troupes sur les axes routiers de l'ouest et du sud pour «rétablir l'ordre». «La situation est difficile. L'armée a envoyé un renfort sur le terrain, c'est vrai. Mais ce renfort ne reste pas longtemps, alors que les jihadistes, eux, restent sur le terrain. L'armée doit changer de mode d'intervention», a commenté auprès de l'AFP un élu de la région de Kayes (ouest). Mardi, un conseil extraordinaire de défense s'est tenu à Bamako sous la présidence du chef de la junte, le général Assimi Goïta. Aucun communiqué officiel

n'a été rendu public après la réunion. Mais «la situation sécuritaire a été abordée et d'importantes mesures ont été prises pour assurer la sécurité des biens et des personnes», selon une source proche de la rencontre. Le Mali est dirigé par une junte depuis deux coups d'Etat en 2020 et 2021. Depuis leur arrivée au pouvoir, les militaires ont tourné le dos à plusieurs anciens partenaires occidentaux, notamment l'ancienne puissance coloniale française, pour se rapprocher de la Russie et de la Chine.

Français et politiques en plein divorce Dégoût et «dégagisme»



En évoquant mercredi un «décalage préoccupant» entre vie politique et vie réelle, le nouveau Premier ministre français Sébastien Lecornu a mis le doigt sur une réalité décrite par les sondages: la rupture, voire le dégoût, de l'opinion pour les politiques, qui peut aller jusqu'au «dégagisme» quand il s'agit d'Emmanuel Macron.

Les études se succèdent et reflètent le même sentiment: sept Français sur dix jugent la situation politique sans issue, huit sur dix voient dans la séquence actuelle un «spectacle navrant» et plus des deux tiers souhaitent la démission du président de la République avant la fin de son mandat. «Le rejet des politiques n'est pas une nouveauté mais on a la démonstration que ça s'aggrave et que ça devient généralisé», observe Bernard Sananès, président de l'Institut Elabe.

Dans un entretien accordé mardi au journal conservateur Le Figaro, Jérôme Fourquet (Ifop) y voit «du désintérêt» pour le politique comme «une pièce de théâtre totalement décalée et se jouant devant une salle vide». Mais contrairement à la tradition française, cette désillusion ne cible plus seulement le couple exécutif, exutoire éprouvé de l'opinion. Elle touche l'ensemble du personnel politique.

«Dans mon territoire, je ressens une vague dégagiste comme je ne l'ai jamais ressentie auparavant: du brouhaha dans les prises de parole, parfois des petites invectives», raconte à l'AFP un cadre socialiste. «Pour ces gens, on fait plus partie du problème que la solution», souffle-t-il, avouant que «c'est très dur».

Le ministre de la Justice Gérard Darmanin décrivait également fin août le «rideau tiré

entre les citoyens, «la classe politique et les élites de manière générale». Pour lui, «la verticalité n'est pas la bonne façon de fonctionner, les politiques devraient avoir davantage de respect et d'écoute pour les gens simples».

Ce qui ressort des études d'opinion, c'est «l'inefficacité», souligne Bernard Sananès, l'écart entre «l'attente d'action et la parole politique». «On les paye pour faire quoi?», s'interroge-t-on. «Les Français se tamponnent de savoir quelle est la composition du gouvernement», reconnaît une ministre macroniste.

«ON SE REMET À Y CROIRE»

Promettant une «rupture» sur le fond et sur la forme, Sébastien Lecornu n'a pas dit autre chose en prenant ses fonctions mercredi. «Il faut qu'on arrive à mettre fin à

ce double décalage: le décalage entre la situation politique et le décalage avec ce qu'attendent légitimement nos concitoyennes et nos concitoyens pour leur vie quotidienne, pour la situation économique et sociale, leur sécurité, ce pour quoi évidemment nous sommes missionnés», a-t-il déclaré en remerciant son prédécesseur à la tête du gouvernement, François Bayrou. Sébastien Lecornu est le troisième Premier ministre appelé par le chef de l'Etat depuis un an, ses deux prédécesseurs ayant été renversés par une Assemblée nationale hostile.

Depuis la dissolution surprise en juin 2024, la chambre basse du Parlement français est divisée en trois grands camps (gauche, centre-droite, extrême droite) mais sans majorité, même relative, rendant chaque adoption de texte, en particulier budgétaire, quasi impossible. «On a perdu le fil de la relation avec les citoyens», observe un responsable du bloc central, qui note à l'inverse que Jean-Luc Mélenchon, le chef de file de La France insoumise (LFI, gauche radicale), et Marine Le Pen (Rassemblement national, extrême droite), échappent à cette réalité et restent des alternatives crédibles pour l'opinion.

Tenant d'une «rupture» totale avec le macronisme, RN et LFI demandent un retour aux urnes, via une nouvelle dissolution pour le premier, une démission ou une destitution du président pour le second. C'est de fait, selon Bernard Sananès, la seule porte de sortie. Le soutien très modéré (50% environ) des Français au mouvement «Bloquons tout» mercredi montre combien ils ont compris que «manifeste, bloquer, ça ne va rien régler». Alors qu'une présidentielle, «une fois tous les cinq ans, on se remet à y croire l'espace d'un moment, en se disant cette fois-ci, ça va peut-être changer», commente le sondeur.

Insécurité urbaine et bandes organisées

Quand la société se regarde dans un miroir inquiétant

Par Oukaci Lounis*

2ème partie

2.3. UNE MUTATION LOURDE DE CONSÉQUENCES

Ce double mouvement de transformation - à la fois organisationnelle et matérielle - marque un tournant décisif dans la nature de la violence urbaine en Algérie. Nous ne sommes plus face à de simples manifestations de désœuvrement juvénile, spontanées et dispersées, mais bien devant l'émergence de structures collectives potentiellement durables, capables de défier l'ordre public et de fragiliser la cohésion sociale. L'introduction progressive d'armes blanches, de chiens dressés pour l'intimidation et de techniques d'organisation plus sophistiquées confère à ces bandes un pouvoir de nuisance inédit, qui dépasse largement le cadre des querelles locales pour constituer une menace sociétale de premier plan.

Or, une inquiétude majeure se dessine : l'évolution presque naturelle de cette dynamique vers l'usage d'armes à feu. Les trajectoires observées ailleurs, notamment dans certains contextes latino-américains et africains (Hagedorn, 2008), montrent que lorsque la violence de rue s'enracine et se structure, elle tend tôt ou tard à se militariser. Si aujourd'hui les vidéos révèlent des sabres et des barres de fer, demain, elles pourraient exhiber des pistolets ou des fusils, avec des conséquences dramatiques sur le sentiment de sécurité, le contrôle des territoires urbains et la stabilité de l'État.

Cette perspective n'a rien de fantasmagique : elle s'inscrit dans une logique criminologique bien documentée où le passage des armes blanches aux armes à feu représente une étape presque inévitable dans le processus de professionnalisation et de radicalisation des bandes organisées. Une telle mutation ferait entrer nos cités dans une ère de violence armée chronique, où l'angoisse quotidienne céderait la place à une véritable culture de la peur, mettant en péril non seulement l'ordre public, mais aussi le pacte social et la confiance collective.

3. UNE PSYCHOSE COLLECTIVE QUI S'INSTALLE

3.1. L'INSÉCURITÉ PERÇUE COMME FAIT SOCIAL

Au-delà des violences elles-mêmes, ce qui frappe le plus dans le phénomène des bandes organisées en Algérie est son impact sur le sentiment collectif de sécurité. La sociologie urbaine distingue en effet entre l'insécurité réelle, mesurable par les actes criminels enregistrés, et l'insécurité perçue, qui renvoie à l'expérience subjective des habitants (Robert, 2005 ; Roché, 2016). Or, dans le cas présent, l'effet psychologique dépasse largement l'événement ponctuel : la simple possibilité d'être témoin d'une rixe armée suffit à nourrir une angoisse diffuse au sein de la population. La circulation rapide d'images violentes sur les réseaux sociaux joue ici un rôle amplificateur. Chaque vidéo virale agit comme un multiplicateur de peur, donnant l'impression d'une omniprésence de la violence, même si les affrontements restent localisés. L'« insécurité médiatisée » devient alors une réalité sociale en soi (Beck, 1992), avec des conséquences tangibles sur le comportement des habitants.

3.2. EFFETS SUR LA VIE QUOTIDIENNE

Dans de nombreux quartiers, les habitudes se modifient de manière significative. Les familles hésitent à laisser sortir leurs enfants après l'école, par crainte de les voir happés par une bagarre imprévisible. Les commerçants, souvent premiers témoins et victimes collatérales, choisissent de fermer plus tôt leurs échoppes pour éviter de se retrouver au cœur d'un affrontement. La vie nocturne, déjà limitée dans plusieurs villes, s'amoindrit davan-



tage, transformant la nuit en un espace de suspicion et d'angoisse. Cet état d'alerte permanent favorise l'émergence de stratégies d'évitement (Kaufmann, 2001) : contourner certains quartiers, limiter les déplacements, réduire les interactions sociales. L'espace public se fragmente, et avec lui, le lien social s'affaiblit. L'isolement volontaire des habitants, dicté par la peur, accentue le repli communautaire et fragilise encore davantage la cohésion urbaine.

3.3. L'ALGÉRIE URBAINE SOUS SIÈGE : QUAND LA PEUR DEVIENT NOTRE QUOTIDIEN ?

Dans nos villes, la peur n'est plus une sensation passagère, elle est devenue un état permanent. Les habitants vivent reclus derrière leurs portes, le cœur serré à chaque cri dans la rue, redoutant que la violence éclate au coin de leur immeuble. Les parents n'osent plus laisser leurs enfants jouer dehors, comme si chaque terrain vague ou ruelle sombre s'était transformé en champ de bataille. Les commerçants, jadis piliers du quartier, ferment leurs rideaux bien avant la nuit, prisonniers de la crainte de tout perdre en quelques minutes. Les pas matinaux résonnent dans des rues dans lesquelles le silence n'est plus signe de paix, mais de menace invisible.

La confiance dans l'espace public s'effrite, remplacée par une vigilance constante et un sentiment d'insécurité qui ronge les esprits. La rue, autrefois lieu de vie et de rencontre, est désormais perçue comme un territoire imprévisible où la loi du plus fort impose sa brutalité. Dans les bus, dans les marchés, dans les cafés, les regards se croisent et traduisent la même angoisse diffuse, comme un langage muet de survie. C'est une psychose collective qui s'installe, paralysant les gestes quotidiens et détruisant la paix intérieure des familles. L'Algérie urbaine, de Constantine à Oran en passant par Alger, semble prise dans un étau d'angoisse où la menace des bandes armées transforme le quotidien en veille permanente. Ce climat d'insécurité, qui gangrène les rues et les esprits, ne fait pas que troubler l'ordre : il fracture la société dans ses fondements mêmes, en remplaçant la confiance par la peur et l'espoir par le doute. Ces observations, même partiels, montrent que la violence des bandes ne se limite pas à ses acteurs directs. Elle diffuse une atmosphère de peur partagée, qui touche l'ensemble de la communauté et altère durablement les pratiques sociales.

3.4. VERS UNE ANGOISSE SOCIALE GÉNÉRALISÉE

Si cette psychose collective se prolonge, elle risque d'engendrer des conséquences profondes : perte de confiance envers les institutions incapables de protéger, montée des logiques

de justice privée (auto-défense, milices de quartier), et développement d'une culture de méfiance généralisée. Dans la littérature sociologique, ces dynamiques sont identifiées comme des signaux précoces d'un processus de désorganisation sociale (Shaw & McKay, 1942), où la peur devient le moteur principal des comportements collectifs.

4. PHÉNOMÈNE SPONTANÉ OU MANIPULATION ?

a) L'hypothèse du désœuvrement : une explication réductrice mais réelle

Les discours dominants expliquent la montée des bandes organisées par des facteurs structurels : chômage massif des jeunes, décrochage scolaire, marginalisation dans les quartiers populaires, absence d'espaces de loisirs et de socialisation. Ces causes sont indéniables. Elles traduisent un échec collectif : l'école produit de l'exclusion, l'économie n'offre pas d'intégration, et la ville rejette ses propres enfants en périphérie.

Cependant, réduire ce phénomène à un simple effet du « désœuvrement » est un piège analytique. Car une telle lecture ne rend pas compte de l'évolution rapide, de la sophistication et de la synchronisation des violences urbaines en Algérie.

b) L'hypothèse de l'instrumentalisation organisée : une lecture stratégique inquiétante

Ce que la plupart des décideurs hésitent à admettre, c'est que ces violences peuvent être fabriquées, attisées, voire pilotées dans une logique de déstabilisation. En effet :

- On observe des sauts qualitatifs dans l'organisation des bandes : usage d'armes blanches importées, chiens dressés, signes de reconnaissance codés, et parfois coordination sur les réseaux sociaux. Ces éléments dépassent la simple rixe de quartier.

- Certains épisodes de violence urbaine semblent surgir de manière synchronisée dans plusieurs villes, comme si un agenda invisible les reliait.

- La brutalité affichée dans l'espace public-vidéos virales, affrontements spectaculaires-joue un rôle psychologique : semer la peur, créer une psychose collective, et faire douter les citoyens de la capacité de l'État à protéger.

c) Les « comploteurs de l'ombre » et le choix du timing

Il serait naïf, voire dangereux, de réduire les flambées de violences urbaines en Algérie à de simples affrontements spontanés entre bandes rivales. Derrière la brutalité apparente des sabres, des chiens dressés et du guet-apens de quartier, se dessine une hypothèse beaucoup plus inquiétante : celle d'un agenda invisible, orchestré ou au moins exploité par des acteurs qui savent parfaitement jouer

du chaos. La question doit être posée avec rigueur : et si ces violences n'étaient pas le fruit du hasard, mais celui d'un calcul froid, mûri dans les recoins opaques de la politique, de l'économie parallèle et de la géopolitique régionale ?

Le « jour choisi » n'est pas une fiction. Dans l'histoire des sociétés, de nombreux exemples montrent comment des flambées urbaines surviennent avec une précision troublante : à la veille d'élections contestées, au moment d'annoncer une réforme impopulaire, ou encore en pleine tension sociale où l'État se trouve sous pression. Cette synchronisation n'est pas innocente. Elle révèle l'existence d'un art noir du calendrier : déclencher la peur quand l'État a le plus à perdre. Le chaos devient alors une arme stratégique, utilisée comme levier de négociation, de déstabilisation ou de manipulation.

Les acteurs potentiels sont multiples. Des factions politiques internes, frustrées de leur marginalisation, peuvent instrumentaliser la rue pour fragiliser leurs adversaires et imposer un rapport de force. Les réseaux criminels transnationaux, eux, ont un intérêt vital à l'instabilité : plus l'État est affaibli, plus les corridors de la drogue, des barbituriques et des armes circulent librement. Quant aux puissances étrangères, elles savent parfaitement utiliser les fractures internes pour tester la résilience institutionnelle de l'Algérie, pour la forcer à des concessions diplomatiques, ou pour préparer d'autres ingérences plus sinueuses. Même certains entrepreneurs privés, dans les marchés de sécurité ou de contrebande, profitent cyniquement de l'insécurité, transformant la peur collective en source de revenus.

Le modus operandi suit des schémas précis. Le chronométrage d'abord : chaque flambée se déclenche à un moment symbolique, renforçant sa charge psychologique. La logistique ensuite : armes blanches distribuées, financements occultes, relais locaux servant de bras exécutants. Puis vient la guerre cognitive : vidéos spectaculaires filmées et relayées massivement sur les réseaux sociaux, hashtags viralisés, rumeurs amplifiées. Enfin, la couverture économique : des pénuries organisées, des hausses artificielles, des manipulations de marché pour transformer l'angoisse sociale en révolte latente.

L'effet recherché est glaçant. Il ne s'agit pas seulement d'effrayer les habitants d'un quartier ; il s'agit d'attaquer la confiance d'un peuple envers son État. La finalité est double : provoquer un doute corrosif sur la capacité des institutions à protéger, et pousser l'État à réagir de manière brutale ou disproportionnée. Dans les deux cas, le résultat est le même : la légitimité institutionnelle s'effrite, les failles sécuritaires sont exposées, et le terrain est préparé pour une opération de plus grande ampleur.

A suivre
*Professeur - Université de Constantine 2

Avec la nomination de Lecornu à Matignon Macron parachève le processus de remilitarisation de la France

Par Khider Mesloub

Suite et fin

Une chose est sûre, l'Etat français est dominé par une logique de guerre. L'interventionnisme militaire constitue désormais l'occupation essentielle de l'Etat impérialiste français. Pour preuve, ces dernières années, par son activisme militaire, la France a acquis le statut de pays occidental le plus interventionniste, déclassant les Etats-Unis. A cet égard, il convient de corréliser cette bellicosité de la politique extérieure française (illustrée récemment par les propos diplomatiquement attentatoires et vexatoires à l'égard du gouvernement algérien) à la crise systémique du capitalisme occidental induite, entre autres, par l'émergence de l'Asie comme nouveau pôle de l'économie mondiale, appelé bientôt à représenter 62% du Produit intérieur brut mondial.

Force est de relever que l'intensification de l'engagement militaire de la France intervient dans ce contexte d'accroissement de l'hégémonie de la Chine à l'étranger, notamment en Afrique et en Asie. Cette prépondérance géostratégique chinoise s'est illustrée par l'installation de sa première base militaire à Djibouti et par l'investissement dans le développement, la gestion ou l'acquisition de ports stratégiquement positionnés.

Nul doute, la politique agressive interventionniste française vise à compenser sa faiblesse économique, sa marginalisation militaire. En proie à une très forte désindustrialisation (en 30 ans, 2,5 millions d'emplois industriels ont été détruits), au décrochage économique, au déclassement social de ses populations actives en voie de paupérisation et de prolétarianisation, la France est réduite à s'octroyer par la force armée les moyens de ses ambitions d'hégémonie mondiale. Tout se passe comme si les engagements militaires de la France constituent l'ultime programme politique pour préserver ses positions géostratégiques, son rang de puissance mondiale désormais en déclin.

Aujourd'hui, à la faveur de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la France se prépare-t-elle à entrer en guerre pour suppléer son déclassement économique, juguler sa déliquescence politique et culturelle, dévoyer le mécontentement social de sa population fréquemment frondeuse ?

Bien avant l'agression de la Russie contre l'Ukraine, la tendance à la militarisation et à la hausse des dépenses militaires était entamée en France. De même, la rhétorique belliqueuse avait envahi la politique internationale des autorités françaises. Une chose est sûre : la guerre en Ukraine aura accéléré la militarisation de la France.

Depuis février 2022, en France la surenchère hystérique militariste a envahi l'espace médiatique. On assiste à une outrancière militarisation de l'information. Jamais les médias français, notamment les chaînes de télévision, n'avaient été autant colonisés par une horde de généraux pour mener une véritable guerre de l'information, autrement dit propager, tel un virus létal, leurs discours vait-en-guerre contre la Russie. Ce bellicisme médiatique est une première dans les annales. Les plateaux de la télévision française sont devenus des officines d'intoxication mentale polémologique. L'écrivain Georges Bernanos, pour fustiger la France décadente, avait écrit en 1938, dans *Les Grands Cimetières sous la lune* : «La colère des imbéciles remplit le monde.»

La politique de militarisation et (donc de la guerre) de la France est confirmée par l'augmentation exponentielle de son budget militaire, un budget défendu par le président français Macron qui a des ambitions de leadership militaire de l'Europe dignes de Napoléon.



Par ailleurs, avec l'exacerbation des tensions militaires internationales et le réarmement de l'Europe, Emmanuel Macron entend s'assurer des bénéfices à l'industrie française de l'armement. Une industrie historiquement liée au gouvernement. Un secteur militaire classé troisième exportateur mondial d'armes. Avec la militarisation de l'Europe, les entreprises françaises du secteur de l'armement escomptent multiplier leurs ventes grâce à l'augmentation substantielle du Fonds européen de défense. Pour rappel, l'Union européenne a annoncé la dépense de 800 milliards d'euros pour son armement. Le nouveau gouvernement allemand compte investir de son côté 1000 milliards d'euros. De quoi attiser les convoitises des capitalistes français du secteur de l'armement.

Depuis quelque temps, à lire les déclarations des hauts gradés militaires français, tout indique que la France fourbit ses armes pour des interventions impérialistes de grande ampleur, dans le dessein de rétablir sa puissance déclinante.

Comme l'avait déclaré le chef des armées françaises Thierry Burkhard au journal *The Economist*, la France mobilise son armée en vue «de conflits de haute intensité». «L'armée de terre doit changer d'échelle et se préparer à des conflits plus durs.» Autrement dit, des conflits d'Etat à Etat. Son confrère, le général Vincent Desportes, dans une interview accordée au journal numérique *Atlantico*, confirmait ces orientations militaristes : «Je crois qu'aujourd'hui il serait déraisonnable de ne pas imaginer une guerre beaucoup plus vaste et beaucoup plus violente, engageant beaucoup plus de moyens que les conflits que nous conduisons depuis la fin de la Guerre froide.» «Les guerres de demain ne seront pas les guerres du terrorisme, c'est une parenthèse qui va se refermer, et les guerres de demain seront probablement des guerres interétatiques qui pourront être extrêmement violentes, même si probablement pas très longues ; il faut donc que l'armée française s'y prépare.» «Il faut que l'armée française retrouve des capacités d'engagement beaucoup plus massif. Aujourd'hui,

l'armée française serait incapable d'engager une division – pas un corps d'armée – capable de manœuvrer, et c'est pour ça que cet exercice (Orion) vise à redonner à l'armée française l'habitude à engager et commander des moyens sur de vastes espaces et des durées longues.»

Des exercices de combat de grande ampleur sont déjà à l'œuvre ces dernières années, notamment au travers de l'opération «Orion» visant à préparer l'hypothèse d'un engagement majeur (HEM), selon la terminologie polémologique française. L'exercice Orion, organisé en 2023, s'est caractérisé par le déploiement de toutes les capacités militaires françaises à une échelle inégalée depuis des décennies. L'opération a mobilisé plusieurs milliers de soldats. Outre les troupes au sol, l'armée de l'air et la marine ont participé également aux exercices de combat.

Si, au cours des dernières décennies, pour justifier ses interventions militaires, la France invoquait le prétexte de la lutte contre le terrorisme, désormais, avec l'épuisement de cet alibi devenu inopérant à force d'instrumentalisation outrancière, d'autres mobiles seront allégués pour légitimer ses guerres de conquêtes.

Sans attendre, pour ces préparatifs de guerre, l'Etat français a constitué plusieurs groupes d'experts afin d'étudier toutes les éventualités. Notamment la question de l'acceptabilité par les citoyens d'un nombre élevé de morts, jamais égalé depuis la Seconde Guerre mondiale. A cet égard, les pays ciblés par cette «guerre de haute intensité» ne sont pas nommément désignés. Cependant, tous les experts s'accordent pour citer, outre la Russie, la Turquie, un pays d'Afrique du Nord (serait-ce l'Algérie ? : intervention militaire française épaulée par le Maroc, aidée en arrière par Israël, nouvel allié du Makhzen en voie également de militarisation accélérée, de nature belliste déclarée).

Un auteur a écrit à juste titre : «La guerre ? Un constant d'échec.» En tout cas, c'est le

constat d'échec qu'on pourrait établir de la France, réduite à guerroyer sur les champs de guerre extérieure pour maintenir son rang au prix de la destruction de pays, au lieu d'œuvrer sur les chantiers de son économie intérieure pour bâtir son pays.

Curieusement, d'aucuns vantent le pacifisme de Macron. Or, sous sa présidence, les dépenses militaires auront explosé passant de 32 milliards en 2017 à plus de 50 milliards d'euros en 2025, et à 67 milliards prévus en 2030. Bien éloigné du prétendu renouvellement démocratique claironné par Macron, ce dernier a imprimé une dimension militariste à son régime, par l'augmentation exponentielle du budget de l'armée (confirmant la préservation de la centralité du complexe militaro-industriel, fleuron de l'impérialisme français) et le durcissement autoritaire du pouvoir, matérialisé par la militarisation de la société, inaugurée par la répression sanglante du mouvement des Gilets jaunes, parachève par la dictature sanitaire-sécuritaire instaurée à la faveur de l'apparition de la pandémie du Covid-19, exacerbée par ses déclarations belliqueuses à l'égard de l'Algérie et de la Russie.

Pour parachever son processus de remilitarisation de l'Etat français, le président Macron vient de nommer le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, Premier ministre.

Depuis plus d'un siècle, pour résoudre ses contradictions internes matérialisées notamment par la crise de valorisation du capital, le capitalisme recourt à la guerre généralisée destructrice. En effet, le capitalisme, depuis le début du XXe siècle, fonctionne essentiellement sur le mode de la triade : crise-guerre-reconstruction.

Aujourd'hui, dans cette phase de crise multidimensionnelle, l'ère de la guerre totale est ouverte. Celle de la conflagration généralisée imminente, inaugurée par le déclenchement de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, de la guerre d'extermination menée par l'Etat nazi israélien contre le peuple palestinien.

A la veille de la Seconde Guerre mondiale, Hitler avait déclaré, en guise de justification de l'entrée en guerre de l'Allemagne étranglée par le blocus économique imposé par les «Alliés», assoiffée d'espace vital lucratif : «L'Allemagne doit exporter ou périr.» La France, en proie au décrochage économique, qui n'a rien à exporter, sinon sa technologie meurtrière et sa propension atavique interventionniste, semble renouer avec cet agenda militariste séculaire : «La France doit guerroyer ou périr.»

Sébastien Lecornu, ministre des Armées jusqu'à aujourd'hui, en expert des affaires militaires, saura-t-il mener de front, avec succès, l'inéluctable conflit armé contre les «pays ennemis» (sic) et l'indispensable guerre sociale contre son peuple travailler pour sauver la France bourgeoise menacée de disparition par la crise multidimensionnelle (économique, financière, sociale, politique, gouvernementale...) qui ne cesse de s'aggraver ? Telle est la mission militariste et anti-ouvrière que lui a assignée le capital français radicalisé et militarisé. Matignon s'apprête à devenir une annexe du ministère des Armées, placé directement sous l'autorité directe de l'état-major, c'est-à-dire des généraux.

«N'est pas un bon soldat celui qui ne songe pas à devenir général», notait l'écrivain russe Aleksandr F. Pogosski. Dans le cas de la France on peut dire : N'est pas un général qui ne songe pas devenir, en particulier dans les moments de crise, président (gouverner : Napoléon Bonaparte, Charles de Gaulle ; généraux putschistes Maurice Challe, Edmond Jouhaud, André Zeller et Raoul Salan, qui souhaitaient à tout prix conserver et diriger l'Algérie française).

Aïn El Turck

Des extensions et des habitations
illicites rasées

K.Assia

Une dizaine d'extensions illicites érigées à la cité 250 logements sociaux à Haï Akid Abbas dans la commune de Aïn El Turck ont été rasées jeudi lors d'une vaste opération d'assainissement de la voie publique supervisée par le chef de daïra, le maire, les élus de l'APC de Aïn El Turck en plus des éléments de la sûreté de daïra et les services techniques de la commune.

Il s'agit d'habitations illicites, d'extensions anarchiques érigées au bas des bâtiments de cette cité de sorte que l'opération saluée par de nombreux habitants a permis d'ouvrir plusieurs voies qui étaient fermées à la circulation. Ainsi et afin de faire face à ce phénomène, d'importants moyens humains et matériels ont été mis en place.

Le mois dernier, des extensions érigées anarchiquement ont été démolies au lieu-dit Haï Sidi El Bahri dans

la commune balnéaire de Aïn El Turck. L'opération supervisée par le maire a ciblé des extensions en parpaing et aussi des trottoirs réalisés illicitement sur un domaine public. Ces extensions d'habitations faites sur l'espace public entravent le lancement du projet d'aménagement urbain de ce quartier ce qui a contraint les élus à prendre les mesures qui s'imposent, apprend-on. En mai dernier, sept nouvelles constructions illicites réalisées au niveau d'un ancien bidonville sis sur la route qui contourne Cap Falcon avaient été démolies lors d'une vaste opération pilotée par le chef de daïra et le maire de Aïn El Turck.

Les autorités locales ont également poursuivi leur opération en éliminant un point noir qui servait d'entrepôt pour les déchets recyclés dont le plastique et les déchets ferreux et dont le propriétaire activait sans autorisation. Ainsi et pour éviter toute nouvelle construction illicite sur ce site, les services communaux multiplient les tour-

nées de contrôle afin de stopper ce phénomène. Auparavant, 40 constructions illicites érigées au niveau de la plage Saint Germain ont été rasées par les services de la commune de Aïn El Turck. Des directives ont été données aux maires et aux chefs de daïra pour intensifier le contrôle et lutter contre tout dépassement.

A vrai dire plusieurs jardins et espaces créés anarchiquement ont vu le jour au grand désespoir de nombreux habitants qui ont tenu à dénoncer ce phénomène. Dans la commune d'Oran, plusieurs jardins et espaces clôturés ont été démantelés notamment dans le quartier de Maraval où certains n'ont pas hésité à s'accaparer même des arbres pour clôturer ces espaces rendant ainsi l'accès et la circulation piétonne difficile à de nombreux riverains. D'autres se sont transformés en des réceptacles de sachets et d'ordures, ce qui a contraint les autorités locales à prendre les mesures qui s'imposent.

Hassiane Toulal

Remise des clés de 150 logements
publics locatifs

Les services de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la wilaya d'Oran ont procédé, jeudi, à la remise des clés à 150 bénéficiaires de logements publics locatifs (LPL) dans la commune de Hassiane Toulal, a-t-on appris auprès de l'Office. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre continue de la vaste opération de relogement et de distribution de logements dans la wilaya d'Oran, portant

sur l'attribution de 7.424 logements publics locatifs à l'occasion de la célébration du 63^e anniversaire de la double fête de l'indépendance et de la jeunesse, selon la même source. Tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés pour cette opération, notamment les agents de l'OPGI affectés aux différentes cités.

Il est à noter que le 1^{er} septembre en cours, les clés de 300 logements publics locatifs avaient été remises à leurs

bénéficiaires de la commune de Aïn El Turck. Ce quota de logements est doté de diverses commodités, telles que des locaux commerciaux, des aires de jeux pour enfants ainsi que des espaces verts. Pour rappel, plus de 7.400 unités d'habitation, toutes formules confondues, dont plus de 6.000 LPL, ont été distribuées à travers différentes communes de la wilaya d'Oran dans le cadre de la même célébration.

Centre de transfusion sanguine de l'EHU
Acquisition de 2 appareils modernes
de prélèvement de plaquettes

J.Boukraa

Dans le cadre de sa stratégie continue visant à améliorer la prise en charge des patients et à garantir les meilleures conditions thérapeutiques, le Centre de transfusion sanguine de l'Établissement hospitalo-universitaire « 1^{er} Novembre 1954 » d'Oran a été doté de deux appareils de dernière génération destinés au prélèvement de pla-

quettes. Ce renforcement technologique permettra d'accroître significativement les capacités de l'établissement dans la production de concentrés plaquettaires, un élément vital pour de nombreux patients, en particulier ceux atteints de cancer et nécessitant régulièrement des transfusions adaptées.

Par ailleurs, le mois d'août dernier a enregistré une activité soutenue avec la distribution de plus de 1.500

poches de produits sanguins de différentes catégories, dont 254 poches spécifiquement destinées aux services hospitaliers de la wilaya d'Oran ainsi qu'aux structures sanitaires d'autres régions du pays. Ce progrès illustre l'engagement constant de l'EHU d'Oran en faveur de l'innovation médicale et de la solidarité sanitaire, au service des malades et de la communauté hospitalière nationale.

La Crique (Boutlélis)
Deux jeunes
noyés repêchés

Les éléments de la protection civile ont repêché, jeudi, les corps sans vie de deux jeunes hommes portés disparus en mer au large de la zone rocheuse dite La Crique à Boutlélis. Selon un communiqué de la protection civile, la première victime, âgée de 18 ans, a été retrouvée vers 13h00, tandis que la seconde, âgée de 26 ans, a été récupérée à 15h40. Les dépouilles ont été transférées à la morgue de l'hôpital local. L'opération de recherche avait été déclenchée la veille, mercredi vers 18h30, après la chute en mer de deux personnes au même endroit. Pour mener à bien l'intervention, la protection civile a mobilisé un dispositif important comprenant un zodiac semi-rigide, une ambulance, un véhicule de liaison et une équipe de huit plongeurs. Cet accident tragique rappelle, une fois de plus, les dangers liés aux baignades dans les zones rocheuses non surveillées. J. B.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

HADJ Ahmed Mahdi, 55 ans, Bouakel
BENAZOUZ Hadi, 58 ans, Es-Sénia
BRANES Rachida, 68 ans, Bab El Assa
MEDIONI Aïcha, 91 ans, Sidi El Houari

Horaires des prières pour Oran et ses

20 rabie el aouel 1447

El Fedjr Dohr Assar Maghreb Icha
05h17 13h00 16h33 19h20 20h39

Opération police-gendarmerie à Es-Sénia
151 individus interpellés,
8 véhicules mis en fourrière

K.Assia

Afin de sécuriser les biens et les personnes, une opération combinée mobilisant les services de la sûreté de daïra d'Es-Sénia et les unités de la gendarmerie a été lancée dans plusieurs zones et quartiers relevant de cette localité. D'importants moyens humains et matériels ont été déployés et plusieurs dispositifs fixes et mobiles ont été installés pour lutter contre la criminalité et aussi renforcer la prévention routière. Cette opération a donné lieu à l'interpellation de 151 individus qui ont été soumis à un examen approfondi de la situation. 23 d'entre eux font l'objet de mandats de justice alors que 27 autres ont été arrêtés pour détention et commercialisation de stupéfiants, port d'armes prohibées entre autres. Les services de sécurité ont saisi 10 comprimés psychotropes, 30 gr de kif, des armes blanches.

D'autre part, les policiers et les gen-

darmes ont procédé au contrôle de 100 véhicules et 5 infractions routières ont été constatées. Ils ont mis en fourrière 8. Par ailleurs, 21 motos ont été contrôlées et 33 infractions routières ont été constatées. Parmi elles, l'absence du port de casque, l'absence du permis de conduire, les manœuvres dangereuses, l'absence du gilet de sécurité, les nuisances sonores. Cette opération a donné lieu à la saisie de 69 comprimés psychotropes et du kif traité en plus de 116 unités de boissons alcoolisées et un montant de 40.000 dinars provenant des activités criminelles.

Pour ce qui est du volet de la police générale, les unités d'intervention ont procédé au contrôle de 24 commerces et 2 infractions liées au non-respect de l'hygiène ont été relevées. Des numéros verts le 1055 et le 1548 sont mis à la disposition des citoyens pour demander de l'aide ou signaler tout dépassement, infraction ou délit.

Une première médicale en Algérie
Cinq interventions MitraClip
réalisées avec succès
au CHUO

J. Boukraa

Le Centre hospitalo-universitaire d'Oran a franchi une étape historique dans le domaine de la cardiologie interventionnelle. Sous la direction du Pr Nadia Laaradj, chef du service de cardiologie, une équipe médicale a réalisé pour la première fois en Algérie cinq interventions de réparation percutanée de la valve mitrale à l'aide de la technologie MitraClip. Ces opérations, menées sur des patients âgés de 60 à 85 ans souffrant d'un important reflux mitral, concernaient quatre cas de régurgitation mitrale primaire (PMR) et un cas de régurgitation mitrale secondaire (SMR). Toutes se sont soldées par un succès, offrant aux malades une alternative thérapeutique innovante et moins invasive que la chirurgie cardiaque classique, souvent trop lourde pour des patients fragiles.

Selon la cellule de communication

du CHUO, « c'est un tournant pour la prise en charge des valvulopathies en Algérie. Grâce au MitraClip, il est désormais possible de traiter des patients jusque-là considérés comme inopérables ».

Cette avancée a été rendue possible grâce à l'expertise du Dr Ismail venu de Turquie qui a encadré l'équipe algérienne, ainsi qu'à la collaboration de partenaires technologiques tels que Vicalys et Abbott. Au-delà de la réussite technique, cet exploit marque l'entrée du CHU d'Oran dans le cercle des établissements de santé capables de pratiquer des procédures de cardiologie interventionnelle de pointe. Avec cette première nationale, le CHU d'Oran se positionne comme un pôle d'excellence dans la lutte contre les maladies cardiovasculaires, ouvrant la voie à un déploiement plus large de ces techniques innovantes au bénéfice des patients à travers le pays.

Vol avec violence dans un magasin
4 malfaiteurs écroués
et 170 millions de centimes
récupérés



K.Assia

L'affaire de vol avec violence de l'intérieur d'un magasin sis en plein cœur de la ville a été élucidée par les éléments de la 17^{ème} sûreté urbaine. En effet, les investigations diligentées à la suite de la plainte déposée par la victime ont permis de mettre hors d'état de nuire une bande de malfaiteurs composée de quatre individus et de récupérer la somme d'argent subtilisée de 170 millions de centimes. Ainsi, le travail mené sur le terrain et en se ba-

sant sur des preuves techniques, les enquêteurs ont réussi à connaître le mode opératoire des mis en cause de sorte que cet acte a été planifié par une jeune fille employée dans ledit local commercial. Celle-ci se trouvait dans le magasin au moment des faits. Dans ce contexte, quatre individus dont une jeune fille ont été arrêtés pour vol de l'intérieur d'un magasin avec violence. Ils ont été présentés au tribunal pour association de malfaiteurs, vol, séquestration, menace et violence. Ils ont été écroués.

Musée Ahmed Zabana
Plus de 19.000 visiteurs
durant la saison estivale

J.Boukraa

Le musée national Ahmed Zabana d'Oran a connu une affluence remarquable au cours de la saison estivale, accueillant 19.273 visiteurs venus de toutes les régions du pays - de l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud - ainsi que plusieurs délégations étrangères. Cette fréquentation témoigne de l'intérêt croissant du public pour la découverte et la valorisation du patrimoine culturel. Les visiteurs ont ainsi eu l'opportunité d'explorer les différentes sections et galeries du musée, où sont exposés des témoignages riches et variés de l'histoire et de la mémoire collective. Au-delà du simple aspect récréatif, la visite d'un musée constitue une véritable expérience éducative et culturelle. Elle permet d'élargir les horizons, d'enrichir les connaissances et de renforcer le lien entre les jeunes générations et leur héritage matériel et symbolique.

A travers cette réussite, le musée Ahmed Zabana réaffirme sa vocation de lieu de transmission

et de rencontre, ouvert à tous ceux qui souhaitent plonger dans la beauté et la profondeur du passé. Le musée, reconnu pour la richesse et la diversité de ses collections, comprend plusieurs salles dédiées aux collections archéologiques, aux arts plastiques, aux antiquités anciennes et à l'histoire naturelle. Il abrite notamment une importante collection de mosaïques romaines du site de Portus Magnus (Bethioua) ainsi que des œuvres majeures provenant de l'ancien musée des Beaux-Arts d'Oran, incluant des peintures de l'École d'Alger et des artistes algériens modernes. Afin de maintenir cette dynamique et d'élargir son rayonnement, l'établissement a mis en place un programme culturel diversifié, incluant conférences, ateliers, expositions temporaires et activités pédagogiques. Le musée national Ahmed Zabana demeure une référence culturelle et patrimoniale au niveau national et international, et réaffirme son engagement à promouvoir la valorisation de l'histoire et de la culture algérienne.

Tindouf

Une étude géophysique pour le transfert de l'eau potable

Une étude géophysique d'un projet de transfert de l'eau potable est cours d'élaboration dans la wilaya de Tindouf, a-t-on appris jeudi de la direction locale des ressources en eau (DRE). Retenue au titre d'une étude exhaustive des grands transferts hydrauliques Sud-sud, (Tindouf/Béchar/Béni-Abbes/Timimoune), cette étude, inscrite au titre du programme complémentaire du secteur des ressources en eau, a été confiée à l'agence natio-

nale des ressources hydriques (ANRH), en coordination avec les différents services concernées, a indiqué le DRE, Abdelkader Slimane.

Faisant part qu'un consortium de bureaux d'études a été chargé de collecte de données techniques et examen des suggestions afférentes au projet, M. Slimane a relevé que la première phase de l'étude a été finalisée et soumise aux parties concernées.

Le même responsable a rappelé qu'une réunion s'était te-

nue en mai dernier, sous l'égide de la direction générale des ressources en eau au ministère de tutelle, chargée du suivi de l'élaboration de cette étude. Il a dévoilé, à ce titre, qu'une réunion d'examen de la première phase de cette étude sera tenue prochainement au niveau central, en présence des représentants des directions des ressources en eau des wilayas concernées en vue de débattre les suggestions et observations susceptibles d'enrichir l'étude.

El-Bayadh

16 nouvelles spécialités au centre universitaire

Le Centre universitaire "Nour El-Bachir" d'El Bayadh a été renforcé par l'ouverture de 16 nouvelles spécialités au titre de l'année universitaire 2025-2026, a indiqué le recteur de l'établissement, M. Farradj Tayeb.

M. Farradj a précisé, à l'APS, que ces nouvelles spécialités, réparties entre les cycles licence et master, concernent notamment les systèmes d'information en santé, la gestion de la relation client et la négociation, les technologies de l'information appliquées à la gestion des affaires, le trading et les stratégies de marché, la communication et l'information en santé, la sociologie des loisirs et des voyages, la gestion des ressources humaines, les mathématiques, l'intelligence artificielle, ainsi qu'un double cursus en sciences politiques et langue anglaise, entre autres filières.

A la faveur de ces nouvelles offres de formation, le nombre total de spéciali-

tés du centre universitaire "Nour El-Bachir" s'élève désormais à 86, réparties sur sept instituts dans les cycles licence et master, détaille-t-on.

Près de 11.000 étudiants devront rejoindre l'établissement lors de la prochaine rentrée universitaire, dont environ 2.000 nouveaux inscrits. Plus de 300 enseignants permanents assureront leur encadrement.

Dans le cadre des préparatifs de cette rentrée, le Centre a bénéficié de travaux de réhabilitation et de mise à niveau de 16 salles de cours.

Par ailleurs, un projet de réalisation d'un hall technologique, comprenant quatre ateliers et dix laboratoires opérationnels, a été lancé à l'occasion de la célébration du 63e anniversaire de la double Fête de l'Indépendance et de la jeunesse, pour un délai de réalisation fixé à 18 mois.

De son côté, l'Université de la formation continue "Chahid Didouche Mourad" d'El Bayadh, qui devra être éri-

gée en Centre régional pour le sud-ouest, dès la rentrée prochaine, s'apprête à accueillir environ 720 nouveaux étudiants inscrits en licence et master à distance.

Elle a également été renforcée par de nouvelles spécialités, telles que la langue anglaise et le marketing digital, dans le cycle master, en plus de doctorants dans les domaines de l'économie et du droit.

Concernant l'hébergement, les résidences universitaires (filles et garçons) ont bénéficié de travaux de réhabilitation touchant plusieurs pavillons et infrastructures, pour une capacité d'accueil d'environ 2.000 étudiants et étudiantes.

Le transport universitaire, qui dispose actuellement de 14 bus assurant quotidiennement le déplacement de 2.000 étudiants, sera renforcé par huit nouveaux bus programmés dans le cadre de l'exercice budgétaire prochain, a-t-on fait savoir de même source.

Mostaganem

L'aménagement de la zone industrielle d'El-Bordjia bientôt achevé

Le projet d'aménagement de la zone industrielle d'El-Bordjia, dans la wilaya de Mostaganem, sera réceptionné prochainement, ont indiqué, jeudi, les services de la wilaya. La même source a précisé que le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a effectué, la veille, une visite sur site, implanté dans la commune de Haciane, afin de s'enquérir de l'état d'avancement des travaux d'aménagement des deux tranches de cette poche foncière destinée à l'investissement.

Le taux d'avancement des travaux de la première tranche (200 hectares) a atteint 99 %, tandis que celui de la seconde (200 hectares) s'élève à 90 %, a-t-on expliqué.

Les travaux relatifs à l'aménagement des routes, aux réseaux d'alimentation en eau, d'assainissement et

de télécommunications ont été achevés. Il ne reste plus que la réception de la station de relevage des eaux pluviales et industrielles prévue dans la première tranche.

Pour la seconde tranche, les travaux des routes et des axes principaux touchent à leur fin, a-t-on indiqué de même source. Lors de cette visite, le wali a affirmé que "la zone industrielle El-Bordjia est désormais prête à accueillir les investisseurs", tout en saluant les initiatives "susceptibles de faire de cet espace un pôle industriel prometteur".

Le responsable a appelé à une étude approfondie des dossiers d'investissement, en veillant à diversifier les projets et à définir les objectifs et les priorités de chaque zone industrielle de la wilaya.

M. Boudouh a également donné des instructions pour lancer l'étude d'un projet de

réalisation d'un réservoir d'eau destiné à répondre aux besoins futurs de la zone industrielle, tout en accordant des autorisations immédiates à tout investisseur souhaitant forer un puits artésien.

Concernant l'alimentation en énergie électrique, un poste de transformation sera réceptionné au cours de l'année prochaine, ce qui contribuera à répondre aux besoins croissants des investisseurs dans ce domaine, a ajouté la même source.

Enfin, le wali a exigé l'adaptation des autorisations de lotissement au nouveau système d'investissement, en adoptant une approche fondée sur la transparence et l'efficacité, avant d'inspecter plusieurs projets industriels déjà lancés dans les secteurs de l'industrie mécanique et de la fabrication de produits détergents, a-t-on souligné.

Aïn Temouchent

1.000 logements publics locatifs pour la wilaya



La wilaya d'Aïn Temouchent a bénéficié d'un projet de réalisation de 1.000 logements publics locatifs (LPL), a-t-on appris jeudi auprès du wali, Mabrouk Ouled Abdennebi.

Lors des travaux du conseil exécutif de wilaya, le même responsable a souligné "la nécessité d'accélérer l'opération de mobilisation des assiettes foncières nécessaires pour la concrétisation

de ce programme de logements". A cette occasion, M. Ouled Abdennebi a donné des instructions pour assurer la coordination des efforts entre l'ensemble des secteurs concernés, notamment les directions de l'Habitat, des Domaines, de l'Urbanisme, ainsi que de l'Aménagement, de l'architecture et de la construction, en vue de déterminer les assiettes foncières pour la réalisation

de ce quota de 1.000 logements publics locatifs dont a bénéficié la wilaya.

Pour sa part, le directeur local du secteur de l'Habitat, Nejiballah Kaddour, a indiqué qu'un quota de 460 logements dans le cadre du même programme est alloué au profit de la commune d'Aïn Temouchent, précisant que l'opération de choix des sites devant les accueillir est en cours.

Tiaret

Un nouveau directeur à l'hôpital «Youcef Damerdjji»

El-Houari Dilmî

Un nouveau directeur a été installé, jeudi en présence du wali de la wilaya et des responsables et élus locaux, à la tête de l'établissement public hospitalier (EPH) "Youcef Damerdjji" de Tiaret, représenté en la personne de M. Khelif Kouider, en remplacement de Retimi Belkheir auquel il a été mis fin à ses fonctions.

Diplômé de l'Ecole nationale d'administration, option "administration hospitalière",

le nouveau directeur a occupé plusieurs fonctions dont la dernière directeur général de l'hôpital ophtalmologique de Djelfa. En proie à moult difficultés depuis plusieurs années, la mise à niveau de l'établissement public hospitalier "Youcef Damardji", l'un des plus grands en Oranie, va se poursuivre avec le nouveau directeur et son staff dirigeant. Un travail laborieux est mené, depuis plusieurs mois, pour répondre à une qualité de soins et de prise en charge médicale des mala-

des, la plus satisfaisante possible, grâce notamment à l'acquisition de nouveaux équipements, la création de nouveaux pavillons et le renforcement du staff médical et paramédical et un management des ressources humaines plus efficient. Même si un centre hospitalier universitaire adossé à une faculté de Médecine, reste le projet qui attend toujours de voir le jour, dans une wilaya des plus peuplées en Oranie, avec une population qui dépasse le million d'âmes.

Piscine fermée : le coup de sang du wali

C'est un véritable coup de sang qu'a poussé, jeudi, le wali de la wilaya de Tiaret, Saïd Khalil, lors d'une visite inopinée qui l'a menée à la commune de Rahouia, l'un des principaux centres urbains de la wilaya. Ayant été informé par un citoyen de la fermeture de la piscine semi-olympique de Rahouia, Le chef de l'exécutif de

trois jours seulement après son inauguration le 27 juillet dernier, le premier responsable de la wilaya, a poussé un grand coup de colère face à ce qu'il a appelé "un crime", avant d'ordonner d'adresser des questionnaires écrits au directeur de wilaya de la jeunesse et des sports et au maire de la commune de Rahouia. Le chef de l'exécutif de

wilaya a également ordonné la "réouverture dans un délai de 24h " de la piscine semi-olympique après des analyses de l'eau du bassin, et l'accès gratuit des enfants à cet espace de détente et de loisirs, qui n'a fonctionné que trois jours seulement pour rester fermé durant toute la saison estivale.

El-Houari Dilmî

Tissemsilt

La double voie reliant l'autoroute Nord-Sud mise en service avant fin 2025

La mise en service de la double voie de la route nationale n 127, reliant à l'autoroute Nord-Sud, est prévue avant la fin de l'année 2025, ont indiqué, jeudi, les services de la wilaya.

Ce tronçon routier à double voie, qui relie la commune de Layoune (wilaya de Tissemsilt) à l'autoroute Nord-Sud, dans la wilaya de Médéa sur une distance de 73 km, devra entrer en service "avant la fin de cette année", le taux d'avance-

ment des travaux ayant atteint près de 90 %, incluant la réalisation d'un échangeur dans la commune de Ksar El-Boukhari (wilaya voisine de Médéa).

Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme complémentaire de développement, dont a bénéficié la wilaya de Tissemsilt, décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au titre du volet relatif au secteur des travaux publics.

"Il est doté d'une enveloppe financière estimée à 47,62 milliards DA, soit près de la moitié de l'enveloppe globale du programme", a-t-on souligné de même source.

Le volet des travaux publics du programme complémentaire de développement comprend la réalisation de 13 projets, dont le dédoublement de routes nationales ainsi que l'aménagement de chemins de wilaya et de routes communales, a-t-on rappelé.

Alger

Une bande de quartier démantelée à El Achour

Les éléments de la Sûreté de wilaya d'Alger ont démantelé, récemment, une bande de quartier qui semait la terreur dans la commune d'El Achour, et procédé à la saisie de plus de 1.800 comprimés psychotropes et d'armes blanches prohibées, indique jeudi un communiqué de ce corps de sécurité. La brigade de police judiciaire de la sûreté de la circonscription administrative de Draria a "procédé, récemment, à l'arrestation de quatre (4) individus, dont trois (3) frères repris de justice, qui actuaient

au sein d'une bande de quartier ayant semé la terreur parmi les habitants d'El Achour", précise le communiqué. L'opération a été "menée suite à plusieurs signalements, auprès des mêmes services, concernant les activités suspectes d'une bande qui s'adonnait au trafic de drogue et de psychotropes et qui agressait les citoyens avec des armes blanches prohibées dans plusieurs quartiers d'El Achour à Alger", selon la même source, qui souligne que "les éléments de la brigade se sont rendus sur les lieux, où

ils ont arrêté quatre (4) suspects". Cette opération s'est également soldée par "la saisie de 1.848 comprimés psychotropes, d'armes blanches prohibées de différents types et calibres, de dix (10) unités de produits pyrotechniques, de quatre (4) avertisseurs lumineux, de deux (2) véhicules, d'un (1) motocycle et d'une somme d'argent en monnaie nationale estimée à 68.500.000 centimes", ajoute le communiqué, précisant que "les mis en cause ont été déferés devant le parquet territorialement compétent".

Bouira

Les fournitures scolaires «disponibles à des prix concurrentiels»

Les marchés et les foires ouvertes à travers le pays pour la vente des articles scolaires à des prix "concurrentiels", connaissent "un fort engouement des citoyens à Bouira", a relevé jeudi un représentant du ministère du Commerce intérieur et de la régulation du marché national.

Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite à Bouira, le Directeur des études au ministère du commerce intérieur et régulation du marché national, M. Mohamed Laâmour, s'est dit satisfait de la disponibilité des fournitures et articles scolaires à travers les sept foires locales dédiées à la vente de ces produits à travers cinq Daira de la wilaya, à savoir Bouira, Lakhdaria, M'Cheddallah, Sour El Ghouzlane, et Ain Bessam. "Nous avons constaté au cours de cette visite que les fournitures et articles scolaires sont largement disponibles et à des prix concurrentiels, ce qui a généré un fort engouement des citoyens", a déclaré à la presse M. Laâmour, qui a

visité la grande foire organisée près du complexe sportif Rabah Bitat de la ville de Bouira. Il a expliqué que sa visite "s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre sur le terrain des instructions du ministère du Commerce intérieur et de la régulation du marché national visant à prendre les mesures nécessaires pour assurer la disponibilité de ces produits et à des prix concurrentiels, en prévision de la rentrée scolaire".

Pour sa part, le directeur local du Commerce de la wilaya de Bouira, M. Farouk Hamdaoui, a rappelé que sept foires étaient ouvertes depuis le début du mois d'août pour la ven-

te de fournitures scolaires au profit des élèves en prévision de la rentrée scolaire prévue le 21 septembre en cours. "Ces foires resteront ouvertes jusqu'à une semaine après le retour des élèves dans les écoles, et tous les produits nécessaires aux écoliers, même les vêtements et tabliers, sont disponibles", a assuré M. Hamdaoui. Ouvertes chaque jour jusqu'à une heure tardive du soir (23h), les foires des fournitures scolaires proposent aux citoyens les différents articles à des prix en baisse par rapport aux années précédentes, selon le directeur du Commerce, Farouk Hamdaoui.

7 blessés dans une collision

Sept personnes ont été blessées dans un accident de la circulation survenu, jeudi au soir, sur la route nationale n° 5, dans la zone d'Ouled Bouchia, commune et daïra de Bouira. Selon la protection civile, son unité est intervenue à sur les lieux d'une collision impliquant

deux véhicules au niveau du hameau Ouled Bouchia. L'accident a fait 7 blessés, dont une victime se trouve dans un état grave. Ces personnes ont été prises en charge et évacuées à l'hôpital Mohamed Bou-diaf de Bouira.

Farid Haddouche

Blida

150 millions DA pour le réaménagement de deux oueds à Boufarik et Benkhelil

Une enveloppe de 150 millions DA a été mobilisée par la direction des Ressources en eau de Blida pour des travaux de réaménagement de deux oueds dans les communes de Boufarik et Ben khelil, a-t-on appris, jeudi, auprès de cette institution.

L'opération s'inscrit dans le cadre du programme d'éradication des points noirs liés aux crues des oueds traversant les zones urbaines et les agglomérations, a indiqué le directeur du secteur, Abdelkrim Allouche, précisant que cette enveloppe est destinée au réaménagement de Oued Mimoune à Boufarik et de Oued Lekhal à Benkhelil.

Les travaux, engagés il y a plus de deux mois, portent sur le renforcement des berges en béton armé et la réalisation de nouveaux canaux d'évacuation des eaux pluviales, afin d'assurer un drainage sécurisé et organisé, réduisant ainsi les risques d'érosion et d'infiltrations dans les quartiers riverains, selon la même source.

Ces opérations, dont la réception est prévue avant la fin de l'année en cours, devraient permettre de prévenir tout risque d'inondation.

Par ailleurs, le responsable a fait savoir que trois quartiers de la commune de Meftah, à savoir El-Mahada, Sefsaf et Souakria, bénéficie-

ront d'un projet d'extension du réseau d'assainissement. Sachant que les travaux ont déjà été lancés pour une enveloppe de 140 millions DA.

Des opérations similaires ont été aussi lancées dans des quartiers des communes de Bougara et Hammam Melouane, pour une enveloppe de 100 millions DA.

M. Allouche a souligné que la réception de ces projets, prévue avant la fin de l'année, permettra de renforcer le réseau d'assainissement au niveau de la wilaya, d'améliorer la qualité du service assuré aux citoyens, tout en contribuant à la protection de l'environnement et à l'embellissement des villes.

Tipasa

La voie double d'évitement de la ville de Koléa vers Blida mise en service

Une voie double d'évitement de la ville de Koléa (Tipasa), en direction de Blida a été mise en service, jeudi, par le wali de Tipasa, Ali Moulai, a-t-on constaté. Ce nouvel axe routier vise à fluidifier la circulation sur les principales artères de Koléa et de Chaïba, ainsi que dans leurs environs, et à faciliter le trafic des véhicules en transit, notamment ceux en direction ou en provenance de Blida, a indiqué le wali. M. Moulai a souligné que les services de la wilaya poursuivraient l'identification des points noirs du réseau routier afin de les résorber progressivement, relevant l'importance de ce projet pour

le développement économique local.

Réalisé sur près de 6 km, conformément aux normes techniques en vigueur, le projet a mobilisé une enveloppe de plus de 800 millions DA et nécessité 16 mois de travaux. Le tracé part du lieu-dit "Chaïg" de la RN 69 (entre Bou Ismail et Koléa) pour rejoindre successivement le Chemin de wilaya (CW)129 reliant Chaïba et Koléa, puis le CW 57 (entre Koléa et Berbessa), avant de relier la RN 67 menant de Hadjout à Magtaa Kheira, à la limite d'Alger.

Par ailleurs, le wali s'est enquis de la possibilité de réalisation d'un projet de dédoublement d'un tronçon de

14 km de la RN 67, qui traverse la sortie-Sud de Koléa pour relier Tipasa à Blida. Il a été informé, à l'occasion, de l'achèvement de l'étude technique du projet, dans l'attente de son inscription à la réalisation.

M.Moulai a, aussi, inspecté les travaux d'amélioration urbaine des vieux quartiers de Koléa, notamment l'aménagement de l'entrée-sud de la cité des 800 logements et du pôle universitaire regroupant les grandes écoles nationales de commerce et d'économie. Il a insisté sur la nécessité de préserver l'aspect esthétique de la wilaya, notamment aux entrées des villes et quartiers.

Khenchela

Un centre de stockage de céréales bientôt réceptionné à Remila

Le projet de réalisation d'un centre de stockage de céréales à la commune Remila dans la wilaya de Khenchela sera mis en exploitation " d'ici au début de l'année 2026 ", a-t-on appris jeudi du directeur local des équipements publics.

Le taux d'avancement des travaux de réalisation du centre intermédiaire de stockage de céréales dans la commune Remila a atteint les 43%, a précisé à l'APS M. Abdelouahab Boudib ajoutant que les travaux de réalisation seront achevés d'ici au début de l'année prochaine au maximum, d'autant que le chantier a été renforcé récemment en moyens logistiques et main d'œuvre.

La réalisation de ce centre d'une capacité de stockage atteignant les 50.000 quintaux de céréales, a nécessité un investissement de 229 millions DA, se-

lon les explications fournies par le même responsable. La direction de wilaya des équipements publics supervise actuellement les projets de réalisation de 8 autres centres de proximité intermédiaires de stockage de céréales dans les communes d'Ansigha, El Mahmal, Ouled Rechache, Babar, Ain Touila, Metoussa, Tamza et Remila, a rappelé le même responsable.

Ces infrastructures dont la réalisation s'inscrit dans le cadre d'un programme national visant l'optimisation de la capacité des structures de stockage de céréales et faciliteront l'opération de transfert des récoltes des agriculteurs pour la collecte et le stockage, selon le même responsable. Pour rappel, Khenchela dispose actuellement de 15 points de collecte et de stockage de céréales d'une capacité globale de 1,7 millions de quintaux.

Skikda

Une commission mixte pour l'inspection périodique des bus

Une commission mixte chargée de l'inspection des bus de transport de voyageurs a été installée dans la wilaya de Skikda par le wali, Said Akhrouf, a-t-on appris, jeudi, auprès des services de la wilaya. Cette commission qui comprend des représentants des secteurs des transports, de l'environnement, de l'industrie et des mines, ainsi que des services de sécurité (sûreté et gendarmerie nationales) veille, sur le terrain, à la conformité et au bon état de ces moyens de transport en commun, selon la même source. Les tâches dévolues à cette commis-

sion consistent à contrôler les structures internes et externes des bus, leur propreté et le respect par leurs propriétaires des normes de sécurité, a-t-on encore précisé. Les membres de la commission mèneront leur mission avec une extrême rigueur, même dans le cas où les procès-verbaux de contrôle technique sont exempts d'observations, a-t-on encore indiqué à la wilaya. Cette action vise à " améliorer la qualité du service de transport public, à renforcer les normes de qualité et à instaurer une culture de la sécurité dans ce domaine", a-t-on conclu de même source.

Guelma

Réception de 8 nouveaux établissements scolaires

Huit nouveaux établissements scolaires dans les trois paliers ont été réceptionnés et seront mis en service lors de la rentrée scolaire 2025-2026 à Guelma, a annoncé jeudi le wali, Mme Houria Aggoun. Un lycée de 1.000 places pédagogiques au pôle urbain Djebel El Ansal dans la commune d'Oued Zenati, a été réceptionné et sera mis en service pour accueillir les élèves dès le début de la nouvelle rentrée scolaire, a indiqué la responsable, à l'APS, en marge d'une réunion de l'exécutif local sur les préparatifs de la prochaine rentrée scolaire.

Le palier moyen a été renforcé par la réception de 2 nouveaux collèges d'enseignement moyen (CEM) comprenant toutes les structures et équipements nécessaires pour accueillir les élèves (un CEM au chef-lieu de wilaya et un autre au pôle ur-

bain Djebel El Ansal à Oued Zenati), a-t-elle ajouté. Le cycle primaire a été renforcé, selon Mme Aggoun, par la réception de 5 nouveaux groupes scolaires implantés au pôle urbain H'djar El Mangoub dans la commune Belkheir, au pôle urbain Djebel El Ansal, à Oued Zenati ainsi que dans les communes de Bou Hachana et Guelma.

Lors de la réunion du conseil de l'exécutif, qui s'est tenue en présence des présidents des 34 Assemblées populaires communales de la wilaya, l'accent a été mis sur l'importance de servir des repas chauds à partir du premiers jour de la nouvelle année scolaire au niveau de tous les établissements scolaires et la mise à la disposition des élèves le transport scolaire, ainsi que la dotation des établissements d'enseignement d'appareils de chauffage.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

20 rabie el aouel 1447				
El Fedjr 05h01	Dohr 12h44	Assar 16h16	Maghreb 19h02	Icha 20h21
Horaires des prières pour Constantine et ses environs				
El Fedjr 04h48	Dohr 12h30	Assar 16h02	Maghreb 18h48	Icha 20h07



Mondiaux-2025 d'Athlétisme Plus de 2.000 athlètes de 200 pays dont l'Algérie à Tokyo

Plus de 2.000 athlètes venus d'environ 200 pays, dont l'Algérie, sont attendus à Tokyo pour prendre part aux championnats du monde où les stars de la discipline y seront, dès aujourd'hui samedi pour mettre un point final à une longue saison débutée en avril. L'Algérie y est présente avec neuf (9) athlètes, Slimane Moula, Djamel Sedjati et Mohamed Ali Gouaned (800 mètres), Haïthem Chenitef (1500 mètres), Abderrezzak Charik et Mohamed Benyettou (Marathon), Yasser Mohamed Tahar Triki (Triple Saut), Oussama Khenoussi (Lancer du disque), et dont deux dames, Amina Bettiche (Marathon/dames) et Zahra Tatar (Lancer du marteau/dames).

Pendant les neuf jours de compétition dans la capitale japonaise, l'ambiance s'annonce effectivement plus chaleureuse qu'en 2021, quand les JO avaient eu lieu dans un stade olympique vide en raison de la pandémie. Cette fois, quelque 50.000 billets ont été vendus en moyenne par soirée. "Quand les Jeux ont été décalés, on s'était promis d'organiser des Mondiaux à Tokyo le plus vite possible, avec des fans dans le stade. L'en-

gagement est tenu", s'est félicité le président de la Fédération internationale Sebastian Coe. Sebastian Coe assure être "extrêmement conscient de la nécessité que ces championnats du monde à Tokyo soient une réussite." "C'est évidemment notre événement phare et une grande partie de la santé, du dynamisme et du bien-être financier de notre sport dépend de ça", a-t-il ajouté. Pour que le rendez-vous soit un succès, Coe veut à tout prix remplir le stade - "un sport sans fans, c'est un passe-temps", répète-t-il. Pour ça, il peut compter sur ses athlètes vedettes, quasiment toutes de la partie au Japon malgré quelques forfaits regrettables (Gabby Thomas, Sifan Hassan, Nina Kennedy ou encore Joshua Cheptegeui). Le roi et la reine du 100 mètres seront couronnés dès dimanche, avec chez les hommes une confrontation très attendue entre le champion olympique Noah Lyles et le favori jamaïcain Kishane Thompson. De son côté, le détenteur du record du monde de saut à la perche, le Suédois Armand Duplantis, s'est réjoui de revenir à Tokyo pour les Championnats du monde d'athlétisme, espérant ainsi effacer le souvenir "apocalyptique"

des Jeux olympiques de 2021. "J'ai tellement hâte de retourner au Japon. Franchement, ça a l'air d'être un super endroit avec un super stade et on n'a pas pu en profiter pleinement" en 2021, regrettait le mois dernier la star suédoise du saut à la perche Armand Duplantis.

"Là, on va avoir une vraie compétition, avec un vrai public, et une vraie énergie dans le stade", anticipait-il. Chez les femmes, la championne olympique Julien Alfred fera face à la jeune Melissa Jefferson-Wooden, tandis que les Mondiaux de Tokyo marqueront aussi les adieux de la légende jamaïcaine Shelly-Ann Fraser-Pryce, à 38 ans et après deux décennies au plus haut niveau.

Comme à Paris l'été dernier, les spectateurs attendront aussi avec impatience un nouveau record du monde de "Mondo Duplantis". Aux JO, il avait franchi 6,25 m. A Tokyo, il pourrait tenter pour la première fois une barre à 6,30 m. D'autres records du monde pourraient trembler que ce soit sur 100 m haies avec la jeune Masai Russell, sur 1.500 m avec l'insatiable Faith Kipyegon ou encore sur 800 m avec le prometteur kényan Emmanuel Wanyonyi.

CAN-2025 U19 féminin de Handball L'Algérie s'incline devant l'Angola et rate les demi-finales

L'équipe nationale féminine de handball U19 s'est inclinée face à son homologue d'Angola par le score 23-16, en match disputé jeudi soir au complexe sportif Miloud-Hadefi d'Oran, comptant pour la 5ème journée de la poule "B" de la 32ème édition du Championnat d'Afrique des nations de cette catégorie et rate ainsi la qualification aux demi-finales.

L'équipe angolaise a terminé la première mi-temps en menant par un score de 13 à 7, avant de poursuivre sa domination en seconde période et préservé son avantage jusqu'à la fin du match. La sélection nationale, qui n'a jamais trouvé les ressources

pour renverser le cours de la partie, affrontera vendredi la Côte d'Ivoire pour la 5ème place du classement. Dans une déclaration à la presse à l'issue du match, la joueuse algérienne, Meriem Jaballah, a exprimé son regret de ne pas avoir pu se qualifier pour les demi-finales de ce championnat continental. Elle a souligné que "malgré la défaite concédée mercredi face à la Guinée, les joueuses de l'équipe nationale étaient animées d'une forte volonté pour s'imposer aujourd'hui contre l'Angola. Elles ont donné le meilleur d'elles-mêmes pour atteindre les demi-finales et, par conséquent, décrocher la qualification au championnat

du monde, mais malheureusement, elles ont échoué à atteindre cet objectif". Elle a ajouté que "Malgré cette amère élimination, nous poursuivons notre parcours dans ce Championnat d'Afrique et disputerons demain le match de classement contre la Côte d'Ivoire pour la cinquième place". De son côté, l'internationale algérienne, Timia Mestouri, a déclaré que "le niveau du Championnat d'Afrique était relevé et nous avons affronté de grandes sélections parmi les meilleurs du continent, à l'instar de l'Angola et de la Guinée", ajoutant que "l'équipe nationale algérienne est toujours en phase de formation.

Coupe du monde (U23 - dames) de Basket 3x3 Les basketteuses algériennes en stage à Fouka

La sélection nationale algérienne féminine de basket 3x3 des moins de 23 ans (U23) a entamé jeudi un stage précompétitif au Centre de Fouka (Tipasa), en prévision de sa participation à la Coupe du monde de la catégorie, prévue à Xiong'an (Chine) du 17 au 21 septembre 2025. Pour ce stage, qui s'étalera jusqu'au 14 septembre, l'entraîneur Imed Eddine Hani Aichour a convoqué un effectif de six joueuses, dont trois évoluant dans le Championnat national et trois à l'étranger. L'équipe nationale féminine U23 a décroché sa qualification à la Coupe du monde 2025 à la faveur de

son classement cumulé en FIBA 3x3 Nations League. Selon le mécanisme de qualification, la FIBA 3x3 Nations League offre des billets directs aux vainqueurs de conférences et prévoit également une place automatique pour la meilleure équipe classée 2e au classement mondial agrégé des conférences.

L'Algérie a décroché son ticket en prenant cette 2e place au général, validant une qualification "historique" pour le Mondial U23. Parmi les sélections d'ores et déjà listées par la FIBA pour la compétition féminine U23 figurent notamment la Chine (pays hôte), l'Allemagne, les Pays-

Bas, les Etats-Unis, l'Italie, l'Espagne, le Japon et la Nouvelle-Zélande. L'Océanie a vu notamment les Fidji obtenir un billet direct via la Nations League. La liste complète est mise à jour par la FIBA au fur et à mesure de la fin des conférences.

Liste des joueuses convoquées pour le stage précompétitif du 11 au 14 septembre à Fouka :
Dijhad Mezerreb (MT Sétif), Hadjer Yahou (USM Alger), Imene Bediaf (USA Batna), Zineb Sirine Benadda, Doua Yahiaoui, Aicha Benzait (France).

Entraîneur : Imed Eddine Hani Aichour.

Ligue 1 Mobilis Victoire de l'ES Sétif devant le CS Constantine (2-1)

L'ES Sétif s'est imposée devant le CS Constantine sur le score de 2 à 1 (mi-temps : 0-1), en match d'ouverture de la quatrième

journée du Championnat de Ligue 1 "Mobilis" de football, disputé jeudi au stade du 8 mai 1945 de Sétif. Les buts de l'ES

Sétif ont été inscrits par Zerrouki (49e, 69e), alors que Fethallah (22e) avait ouvert le score pour CS Constantine.

Rouissat ramène un précieux point de Mostaganem

Le MB Rouissat, nouveau promu, a réussi à revenir avec un précieux point de son déplacement à Mostaganem, en imposant le nul 1-1 (mi-temps 1-1), à l'ES Mostaganem, jeudi soir,

en match avancé de la 4e journée du Championnat de la Ligue 1 "Mobilis" de football.

Les locaux ont ouvert, très tôt, le score à la 8e minute par l'entremise de Ta-

her Benkhelifa, avant que les visiteurs n'égalisent à une minute de la fin de la première période, sur un but (CSC) du défenseur Boualem Mas-moudi (44').

Islam Slimani rejoint le CFR Cluj



Le CFR Cluj, club de première division du Championnat de football de Roumanie, a officialisé, jeudi en soirée, l'arrivée de l'ex-international algérien Islam Slimani, a annoncé, l'actuel 14e du championnat (avec 7 matchs joués), sans pour autant divulguer la durée de son contrat ni son montant.

Les responsables du CFR Cluj, sont assurés que l'international algérien, âgé de 37 ans, apportera avec lui une riche carrière sportive. Au CFR Cluj, Islam Slimani va essayer d'aider ce club historique en Roumanie, qui ne pointe qu'à la 14e place du classement après sept journées et un bilan de 6/21. En Europe, le CFR Cluj a été éliminé en barrages de la Conférence League par le BK Høcker, qui avait éliminé Anderlecht de l'Europa League. Sur la scè-

ne européenne, Slimani s'est révélé avec le Sporting CP au Portugal, inscrivant 61 buts et délivrant 16 passes décisives sous les couleurs du club lisboète. Il est transféré en Premier League, où il rejoint Leicester City, champion d'Angleterre en titre à l'époque. Il portera également les maillots de Newcastle, mais aussi de plusieurs clubs de Ligue 1, dont l'AS Monaco, où il réalise une saison remarquable : 9 buts et 7 passes décisives en 19 matchs. L'attaquant passera aussi par l'Olympique Lyonnais et le Stade Brestois.

Globe-trotteur aguerri, Slimani a également évolué dans des championnats prestigieux comme la Super Lig turque (Fenerbahçe), le Brasileirão (Coritiba) ou encore la Pro League belge, où il a porté les couleurs d'Anderlecht, Westerlo et

Malines. Sur la scène internationale, Islam Slimani est une véritable icône. Avec 102 sélections et 46 buts, il est le meilleur buteur de l'histoire de l'équipe nationale algérienne. Il a remporté la Coupe d'Afrique des Nations 2019 avec les Fennecs et a participé à la Coupe du monde 2014, marquant deux buts dans le tournoi. En 2013, il avait été élu meilleur joueur algérien de l'année. Avec ce recrutement, le CFR Cluj affirme ses ambitions pour la saison à venir en Ligue 1 roumaine. L'arrivée d'un joueur du calibre de Slimani est un signal fort envoyé aux rivaux du championnat. Le club a salué "l'immense expérience et la qualité de finisseur" du joueur, et lui a souhaité "la bienvenue à Gruia", en espérant qu'il "contribuera aux futurs succès de l'équipe".

Tennis de Table Mehdi Bouloussa et Melissa Nasri dans le Top 10 africain

Les pongistes internationaux algériens, Mehdi Bouloussa et Melissa Nasri sont classés dans les dix meilleurs joueurs de tennis de table au niveau africain,

selon le classement rendu public, mardi, par la Fédération internationale de la discipline (ITTF) qui continue de mettre à jour périodiquement son ranking mondial, dont les meilleures places seront qualificatives pour les Jeux Olympiques 2028 de Los Angeles. Chez les garçons, Mehdi Bouloussa est actuellement 10e et le meilleur athlète algérien. Il occupe la 143e position au niveau mondial, avec un total de 156 points, suivi de son compatriote Milhan Jelouli qui s'est positionné à la 12e place con-

tinente et à la 179e mondiale (102 pts). Sami Kherrouf est, quant à lui, 21e africain, et 225e mondial, avec un total de 67 points.

Le meilleur africain chez les garçons est le Nigérian Quadri Aruna, 25e mondial avec un total de 1185 pts, devant le vétéran égyptien Omar Assar, désormais classé 33e au niveau mondial, mais loin du leader mondial, le Chinois Lin Shidong (9850 pts).

Chez les filles, la pongiste algérienne Melissa Nasri intègre le top 10 africain avec une encourageante 9e place. Avec un total de 102 pts, elle occupe la 176e position au niveau mondial. Sa compatriote Lynda Loghraïbi occupe la 12e place africaine et la 194e mondial

avec un total à 90 pts. L'Égyptienne Hanaa Goda à seulement 17 ans, continue de faire parler d'elle sur la scène internationale. Elle conserve sa première place au classement africain et se hisse désormais à la 25e position mondiale, avec 1055 pts, un record historique pour une pongiste africaine. Sa régularité et sa technique exceptionnelle font d'elle l'une des grandes figures montantes de ce sport. Les cinq premières places au classement africain des filles, sont occupées par des pongistes égyptiennes, par contre, le classement mondial chez les filles est dominé par la Chine qui s'est accaparé les cinq premières positions mondiales.

Une mise en œuvre délicate

Interdire les réseaux sociaux aux enfants

L'interdiction en France des réseaux sociaux aux moins de 15 ans, préconisée jeudi par le rapport parlementaire sur TikTok, suit un mouvement mondial lancé par l'Australie pour tenter de limiter l'exposition des plus jeunes à certaines dérives, sans solution technique infaillible jusqu'à présent.

POURQUOI CERTAINS PAYS SOUHAITENT-ILS UNE INTERDICTION ?

L'utilisation des réseaux sociaux par les enfants et adolescents a suscité ces dernières années des inquiétudes, concernant notamment le temps passé devant les écrans et le manque de modération.

Selon Lucile Coquelin, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication, il existe «un risque considérable d'exposition à des contenus manifestement inadaptés aux mineurs» comme «des propos misogynes», «des images violentes» et «des discours extrêmes».

Elle pointe également le risque de leur propre exposition «à travers des photos, des vidéos, des informations à caractère personnel» qui peuvent ensuite être utilisés à leur encontre.

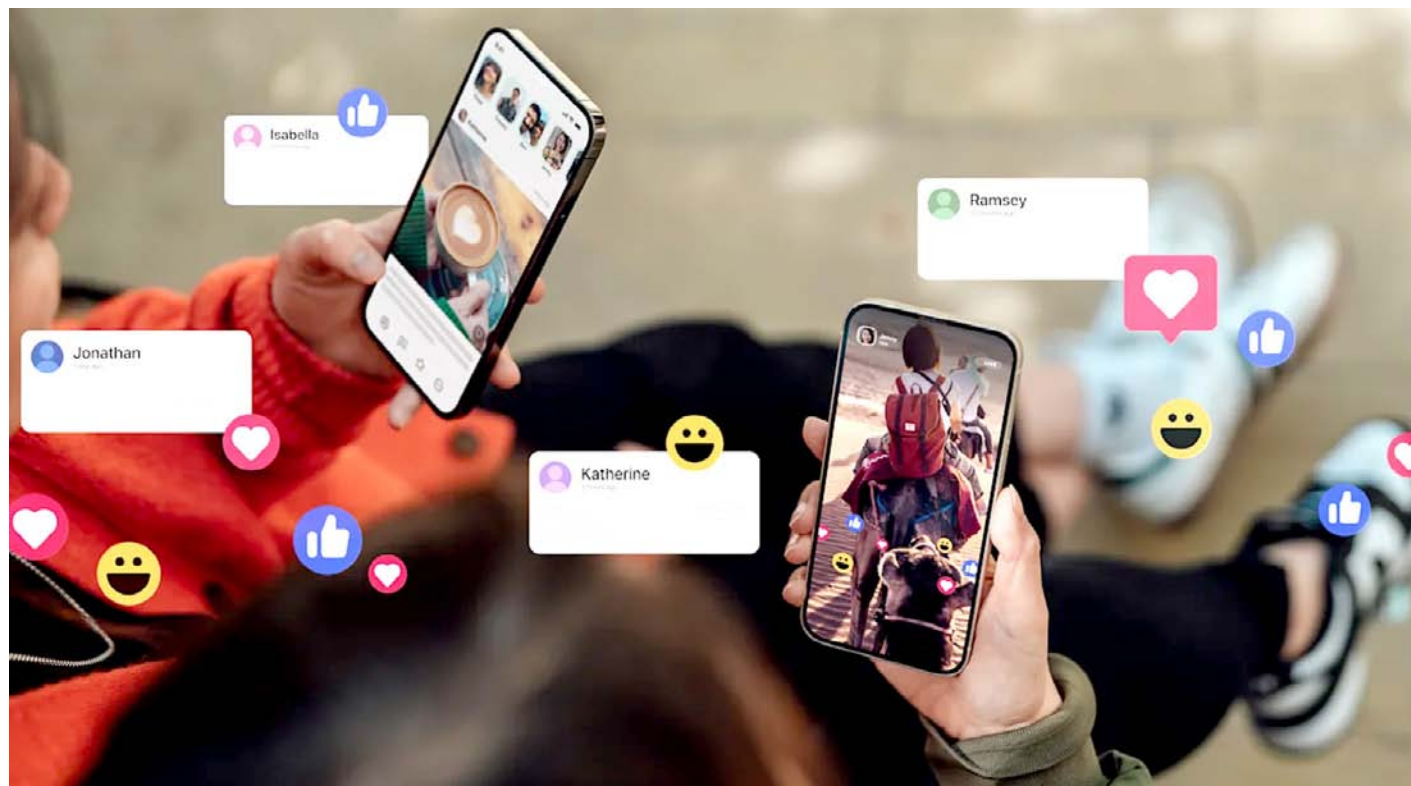
QUELS PAYS ONT INTERDIT LES RÉSEAUX SOCIAUX AUX PLUS JEUNES ?

L'Australie a frappé fort en votant fin 2024 l'interdiction des réseaux sociaux aux moins de 16 ans. Cette loi, qui doit entrer en vigueur le 10 décembre 2025, fournit toutefois peu de détails sur ses modalités d'application.

Fin juillet, le Royaume-Uni a mis en place une nouvelle réglementation obligeant les sites web, réseaux sociaux et plateformes de partage de vidéos à mettre en oeuvre des contrôles stricts de l'âge.

En Norvège, le gouvernement s'est donné pour objectif de fixer un seuil d'accès à 15 ans mais le pays ne dispose à ce stade pas d'échéance, ni de piste pour le mettre en oeuvre.

En France, une loi votée en juin 2023 a instauré une «majorité numérique» à 15 ans mais celle-ci n'est jamais entrée en vigueur, faute



de certitude sur sa conformité avec le droit européen. En revanche, depuis le début de l'année, une vérification stricte de l'âge des internautes a été imposée aux sites pornographiques.

En Chine, où Internet est étroitement contrôlé, des mesures de restriction d'accès pour les mineurs existent depuis 2021, avec obligation d'identification via un document d'identité. Les moins de 14 ans ne peuvent passer plus de 40 minutes par jour sur Douyin, la version chinoise de TikTok, et le temps de jeu en ligne des enfants et adolescents est limité.

QUELLES SONT LES DIFFICULTÉS D'UNE TELLE INTERDICTION ?

Pour Olivier Ertzscheid, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'université de Nantes, la mise en oeuvre de ces mesures soulève essentielle-

ment des problèmes de compatibilité entre droit et technique.

«Juridiquement, cela existe déjà: quand vous vous enregistrez sur une plateforme, on vous demande votre âge», remarque-t-il. Mais pour instaurer un contrôle efficace, «on est obligé d'ouvrir une brèche dans le domaine du respect de la vie privée», estime l'enseignant.

Certaines applications, comme le réseau social français Yubo, font appel à la société britannique Yoti, qui a développé un système d'évaluation de l'âge fondé sur l'intelligence artificielle à partir d'une photo. Mais le déploiement de ces outils reste rare.

Garante des droits des Français, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) signale que le contrôle de l'âge conduit «à collecter des données personnelles et présente des risques pour la vie privée».

Pressée d'agir, la Commission européenne a annoncé mi-juillet la mise en place, dans cinq

pays de l'UE dont la France, d'un nouvel outil permettant aux sites et réseaux sociaux de vérifier l'âge des internautes.

«A partir du printemps l'année prochaine, la France pourra mettre en place ce logiciel», a indiqué Laure Miller, la rapporteure de la commission sur TikTok, interrogée jeudi sur franceinfo, rappelant toutefois qu'il faut que «les plateformes jouent le jeu» en instaurant un tel contrôle.

Certaines applications comme TikTok ont déjà mis en place une vérification d'un âge minimum dans quelques cas, comme lancer un direct ou commercialiser des services numériques par exemple, signale Lucile Coquelin.

Mais le réseau social se refuse pour l'instant à généraliser une telle mesure à tous les comptes, estimant, lors de son audition en juin par les députés de la commission sur TikTok, que «cette réflexion» doit se faire «à l'échelle de l'ensemble des plateformes».

Douanes

Le coût de la vie continue d'augmenter pour les Américains



Les prix des courses alimentaires et de l'essence ont augmenté le mois dernier pour les Américains, mais la banque centrale (Fed) devrait rester convaincue que la priorité est maintenant de baisser les taux d'intérêt pour relancer l'économie.

L'inflation a accéléré en août aux Etats-Unis pour atteindre +2,9%, au plus haut depuis janvier, selon l'indice des prix à la consommation (CPI) publié jeudi par le ministère américain du Travail.

Cette évolution annuelle est en ligne avec

les attentes des marchés, selon le consensus publié par MarketWatch.

Le rythme mensuel, en revanche, s'affiche un peu au-dessus des prévisions, avec +0,4% contre +0,2% en juillet.

Se nourrir (+0,5% sur un mois pour les courses alimentaires), se vêtir (+0,5%), se déplacer (+1,9% pour le carburant) et se loger (+0,4%) coûtent plus cher.

«Il y a eu de grosses hausses de prix sur les tomates, les pommes et le bœuf en août», observe Bill Adams, économiste de la banque

texane Comerica, qui cite comme «facteurs possibles la météo, le manque d'ouvriers agricoles et les droits de douane» introduits par l'exécutif américain.

Selon lui, les nouvelles taxes sur les importations (d'au moins 10%) «font progressivement leur chemin des ports aux entrepôts jusqu'aux tickets de caisse».

Les prix des voitures (neuves comme d'occasion) ont aussi augmenté. L'automobile a été l'un des premiers secteurs touchés par les droits de douane mis en place par le président américain Donald Trump depuis son retour au pouvoir en janvier.

«Jusqu'à présent, les entreprises américaines semblaient avoir absorbé les surcoûts dus aux droits de douane. Mais il y a clairement une limite (...) et nous pensons que ce n'est qu'une question de temps avant que cette charge soit répercutée sur les consommateurs», pointe Matthew Ryan, analyste chez Ebury.

PLUS D'INSCRIPTIONS AU CHÔMAGE

«Le président Trump a promis de baisser le coût de la vie au +premier jour+ (de son second mandat, NDLR) mais ses droits de douane chaotiques et son programme économique catastrophique tirent les prix vers le haut», a dénoncé jeudi la sénatrice démocrate Elizabeth Warren.

Le locataire de la Maison Blanche a assuré la veille qu'il n'y avait au contraire «pas d'inflation», conforté par d'autres indicateurs montrant que l'impact sur les prix est resté relativement contenu.

Donald Trump dénonce depuis des mois la posture de la Réserve fédérale (Fed) qui s'est abstenue de baisser ses taux d'intérêt depuis son retour à la Maison Blanche. Les banquiers

centraux américains craignaient de contribuer à faire dérailler l'inflation en réduisant le coût de l'argent.

Les marchés s'attendent toutefois à ce qu'ils commencent à baisser les taux directeurs dès la semaine prochaine.

Non pas parce que l'inflation est maîtrisée, donc, mais parce que le marché du travail paraît dans une mauvaise passe, avec des créations d'emplois très limitées ces derniers mois.

Une autre donnée publiée jeudi va dans ce sens: 263.000 personnes se sont inscrites au chômage la semaine dernière, un nombre qui n'avait pas été aussi élevé depuis près de quatre ans.

Selon les observateurs, les entreprises ajustent leurs besoins de main-d'oeuvre devant l'incertitude entourant les droits de douane et le ralentissement de la consommation.

Si une baisse de taux le 17 septembre fait peu de doute, les investisseurs se demandent si elle sera d'un quart de point, comme de coutume, ou plus importante, d'un demi-point. Ils parient toutefois davantage sur la première hypothèse, l'inflation restant tenace.

Interrogée sur la situation économique des Etats-Unis, la porte-parole du Fonds monétaire international (FMI) Julie Kozack a estimé jeudi que «la Fed dispose de marge de manoeuvre pour commencer à abaisser ses taux directeurs». Elle a immédiatement ajouté qu'elle devrait le faire «avec prudence, en s'appuyant sur les données disponibles au cours des prochains mois».

Les banques centrales abaissent leurs taux d'intérêt - qui guident les coûts d'emprunt - pour donner un coup de fouet à l'économie. Et les relèvent à l'inverse pour freiner un emballement inflationniste.

Philippines

Le calvaire quotidien des habitants d'une île aux prises à la montée des eaux

Chaque matin, Maria Tamayo prend soin de se réveiller avant ses petits enfants et s'empare d'une pelle en plastique, pour tenter de retirer l'eau de mer qui s'infiltre dans sa maison du nord des Philippines.



C'est devenu une routine depuis que les marées de la baie de Manille ont commencé à englober les rues de son village sur l'île de Pugad, un îlot de sept hectares qui risque d'être submergé complètement.

«Ecoper l'eau prend beaucoup de temps. C'est pourquoi mes pieds ont commencé à me faire mal», déplore Mme Tamayo, qui dit consacrer jusqu'à trois heures par jour à cette tâche.

La femme de 65 ans est l'un des 2.500 habitants du seul village de Pugad, dans la province de Bulacan, qui s'enfonce de quelque 11 centimètres par an, le rythme le plus rapide de tout le pays, selon une étude dirigée par le géologue Mahar Lagmay.

L'affaissement du terrain, connu sous le nom de subsidence, est un phénomène «alarmant» causé par l'exploitation excessive des eaux souterraines, et aggravé par l'élévation du niveau de la mer induit par le réchauffement climatique, explique M. Lagmay. «Le taux de subsidence (à Pugad) est assez élevé», soutient-il, ajoutant qu'aucune étude n'a été menée concernant la petite île en particulier, mais que les données existantes sur les zones environnantes sont révélatrices. Avec des marées hautes inondant les rues au moins trois fois par semaine, la mer impose déjà son

rythme sur la vie quotidienne des habitants de Pugad.

A l'école, les horaires des cours sont ajustés en fonction des marées pour éviter que les enfants ne contractent des maladies transmises par les inondations.

Des maisons ont été élevées sur pilotis, tandis que les petits commerçants utilisent désormais des tables plus hautes pour garder leurs marchandises au-dessus des eaux troubles qui peuvent monter jusqu'à 1,5 mètre lors des jours de fortes inondations.

IMPOSSIBLE RETOUR À LA NORMALE

«Je pense déjà qu'il est impossible que nos vies redeviennent normales», observe Jaime Gregorio, chef du village de Pugad.

Si la moyenne mondiale de la montée des eaux est de 3,6 millimètres par an, les Philippines voient la mer monter trois fois plus vite, le Département de l'Environnement et des Ressources naturelles (DENR) estimant même que cela pourrait atteindre 13 millimètres par an.

Karlo Queano, le chef de ce département, prévient que certaines zones côtières du pays pourraient disparaître complètement si rien n'est fait.

Une étude gouvernementale comportant des préconisations est en cours, mais n'est pas attendue avant

2028, rapporte M. Queano.

M. Gregorio assure que les routes sont surélevées tous les trois ans pour que la communauté puisse maintenir une vie normale, mais reconnaît que les projets à long terme pour combattre les inondations ne sont pas mis en place de façon consistante, à cause des changements politiques.

Mme Tamayo, vendeuse de snacks, a vécu sur l'île toute sa vie, mais l'adaptation aux marées a épuisé le peu d'argent que sa famille avait réussi à économiser.

Chaque année depuis trois ans, sa famille fait des travaux pour surélever sa maison avec du gravier et du béton.

«J'aime cette île... Mais parfois je pense à partir», soupire-t-elle.

Son mari, Rodolfo, qui gagne sa vie avec son bateau, estime que rester est une question de survie: «On ne peut pas partir, nous n'avons aucune chance de trouver du travail là-bas, on va être affamés».

M. Lagmay, le géologue, soutient que l'affaissement des sols pourrait être réversible grâce à des politiques efficaces contre le creusement de puits trop profonds.

Cependant, combattre l'élévation du niveau de la mer sera impossible sans un effort concerté des pays les plus industrialisés pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, souligne-t-il.

Côte-D'Ivoire

Loin d'Abidjan, des jeunes choisissent d'entreprendre dans le rural

Étudiant, Abou Fofana a connu le tumulte incessant d'Abidjan, capitale économique ivoirienne de quelque 6 millions d'habitants. Le temps d'obtenir un BTS agricole et ce fermier de 33 ans est retourné vivre dans son village natal de l'ouest: Sangouiné, 63.000 âmes et des montagnes.

L'AFP a rencontré plusieurs jeunes qui, à rebours de l'exode rural, ont choisi de se réinstaller dans l'ouest ivoirien, une des zones les plus pauvres de ce pays où 75% de la population a moins de 35 ans.

Sangouiné est situé entre Man, la plus grande ville de l'ouest et Danané, proche de la Guinée. Dans cette région particulièrement touchée par les crises politiques meurtrières ayant miné la Côte d'Ivoire dans les années 2000, le réseau routier, en travaux par endroits, reste difficilement praticable.

Pas de quoi décourager Abou Fofana qui s'est installé il y a sept ans sur le terrain de deux hectares que son père lui a légué.

Marié et père d'un enfant, il y élève des volailles nourries de maïs local, dans une ferme alimentée uniquement par l'énergie solaire.

«Abidjan, j'y suis allé pour acquérir de la connaissance mais ma base et ma vision, c'est vraiment d'aider cette population rurale», explique-t-il à l'AFP.

«Quand je suis venu en 2019, il n'y avait pas d'éleveurs expérimentés dans la région, dans notre département», se souvient-il.

Son chiffre d'affaires a plus que quadruplé depuis qu'il s'est lancé, autour de 40 millions de francs CFA l'an dernier (60.000 euros).

Sur son temps libre, Abou Fofana forme des agriculteurs, fait partie de la chefferie traditionnelle, préside une association de jeunesse...

Une «jeunesse qui est ambitieuse, occupée, ça peut l'éloigner des crises, de la colère, de la frustration», dit-il, sans toutefois s'inquiéter pour la présidentielle d'octobre, malgré les crises qui ont secoué la région dans le passé.

Fin 2010 - début 2011, l'élection de l'actuel président Alassane Ouattara contestée par son rival historique Laurent Gbagbo avait plongé la Côte d'Ivoire dans des mois d'affrontements aux quelque 3.000 morts, dont un tiers dans l'ouest.

Mais «nous avons encore assez de potentialités pour que les jeunes puissent venir» et ainsi «rendre un service à cette région», assure-t-il.

Zephirin Foro confirme. Lui aussi a quitté Abidjan pour s'installer à Sangouiné et se dit «satisfait de sa vie professionnelle et personnelle».

Il a ouvert il y a une dizaine d'années des débits de boissons et alimente les maquis du coin, des bars informels.

«C'est une région fertile, tout marche. Souvent on entend la jeunesse qui dit qu'il n'y a pas de travail, alors qu'il y a beaucoup de choses à faire ici», assure-t-il.

PAUVRETÉ

Dans cette zone agricole, on vit majoritairement de la culture du riz, du manioc et du cacao, dont le pays est le premier producteur mondial.

La région du Tonkpi, qui abrite Sangouiné, reste l'une des plus pauvres de Côte d'Ivoire avec la moitié des habitants qui vivent avec moins de 30.700 francs CFA par mois (46,8 euros), même si le chiffre est en recul d'environ 20% par rapport à 2018 selon les statistiques officielles.

A quelque 200 km, dans la commune agricole de Bloléquin, Danielle Massandjé Bakayoko, 35 ans, a installé son atelier de menuiserie en 2023 après avoir, elle aussi, étudié et travaillé à Abidjan en tant qu'assistante de direction.

«Je n'ai plus envie de repartir à Abidjan (...) à part pour des vacances, ou des raisons familiales», confie-t-elle. «Les sorties sont coûteuses», regrette-t-elle. A Bloléquin «avec 2.000 francs (3,20 euros), tu manges convenablement».

Un de ses apprentis, Lanciné Bamba, 22 ans, ne connaît pas la capitale économique. «Ca ne m'attire pas», lance-t-il, «quand j'aurais fini, ce que je compte faire c'est ouvrir mon propre atelier», ici ou dans une autre ville de l'ouest.

Autour de Mme Bakayoko, «beaucoup de jeunes hommes et femmes entreprennent dans la restauration, l'élevage, le commerce», constate-t-elle, «la région est en train de se reconstruire».

En parallèle de son travail, elle préside l'association de menuisiers qu'elle a créée et occupe un siège de conseillère régionale.

Le ministère de la Jeunesse a annoncé en 2023 l'ouverture de centres d'aide à l'entrepreneuriat dans cinq villes du pays, dont Man.

Publicité



■ ORAN : Loue F2, 75 m², situé ds 1 villa, entrée indép, derrière 'El Morchid' Point du Jour, pour couple sérieux, avec livret de famille. Tél : 0552.22.68.34

Don de sang Algérie
Donner son sang, c'est sauver une vie

التبرع بالدم الجزائر
أنقذ حياة بقطرة دم

**Vend ensemble de rayonnages lourds
(Racking importation) : 12 m de haut /650kg par m².**

Disponible pour un espace de stockage
de l'ordre de 1.300 m². Très bon état.

Contact / mail : norc.activ25@gmail.com

Tel: 0658 54 00 45 / 0675 68.76.97



2

08.31 Bel & bien
09.55 Athlétisme: Championnats du monde
12.00 Journal
12.30 Athlétisme: Championnats du monde
15.00 Au bout de l'enquête, la fin du crime parfait ?
16.00 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
17.00 Tout le monde a son mot à dire
17.35 N'oubliez pas les paroles
19.00 Journal
19.30 20h30 le samedi

20.10 Intuition, qui sera le plus proche ?



Dans un décor spectaculaire, 150 candidats doivent faire appel à leur intuition et à leur sens de la déduction pour être le plus proche possible de la bonne réponse afin de n'être pas éliminé. Pour chaque question une fourchette indique entre quoi et quoi se trouve celle-ci. Mais au cours de la soirée, orchestrée par Cyril Féraud, accompagné de la bande des « Intuitifs » (Willy Rovelli, Cendrine Dominguez, Isabelle Vitari,...
22.30 100 % logique : la réponse est sous vos yeux

3

08.01 Teen Titans Go !
09.00 Mr Magoo
10.15 Des régions gourmandes
11.00 Enquêtes de région le mag
11.15 ICI 12/13
11.55 Athlétisme : Championnats du monde
12.30 Samedi d'en rire
17.05 Questions pour un champion
18.00 ICI 19/20
18.55 Tout le sport
19.15 Tokyo Club
19.40 Cuisine ouverte

20.10 Meurtres à...



Saison 11 - Ep 2 : Meurtres à Arles
L'histoire des régions françaises est riche en légendes mystérieuses et macabres, chacune portant en elle des particularités qui lui confèrent une identité unique. Dans "Meurtres à...", ces récits oubliés refont surface de manière tragique, lorsque des crimes horribles se produisent, faisant écho à des événements d'un passé que l'on pensait clos. Alors que des meurtres inexplicables secouent une communauté, les enquêteurs, dont la détermination est mise à l'épreuve,...

4

09.00 Bluey
10.50 Manger, bouger, dormir
10.59 Les Croods (Pré)histoires de famille
12.25 Un jour, une question
14.36 Foot 2 rue
15.44 Ninjago, le soulèvement des dragons
16.28 Héros à moitié
19.20 Les as de la jungle à la rescousse
19.55 Consomag
20.55 Simone Veil - Les combats d'une effrontée

20.00 Portrait de la jeune fille en feu



En 1770, sur une île isolée, Marianne, une jeune peintre, se voit confier la tâche délicate de réaliser le portrait d'Héloïse, une noble qui refuse de se soumettre aux conventions de son époque. Héloïse, engagée dans une résistance silencieuse contre son destin, doit épouser un noble milanais pour préserver le rang de sa famille. Marianne se fait passer pour sa dame de compagnie afin de ne pas éveiller les soupçons sur son véritable projet,...

5

08.00 Peppa Pig
08.53 Yétili
09.03 ABC Dino !
09.15 Une maison, un artiste
09.45 Silence, ça pousse !
11.45 Une planète, deux mondes sauvages
14.18 Imprévis
14.30 Des trains pas comme les autres
16.25 C dans l'air l'invité
16.40 C dans l'air
17.55 C à vous
19.00 Vu
19.05 C à vous la suite
20.05 Echappées belles

arte

TMC

08.20 Invitation au voyage
09.00 Cuisines des terroirs
15.45 Invitation au voyage
16.30 La lutte sénégalaise, plus qu'un sport
17.05 Vietnam, une maîtresse d'école au sommet
17.50 Arte reportage
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes samedi
22.55 Court-circuit

10.40 Quotidien
12.15 Petits plats en équilibre
12.20 Rugby . Coupe du monde féminine
14.30 Les experts
17.10 Burger Quiz
20.10 Petits plats en équilibre
20.15 Columbo



22.00 90' Enquêtes



CINE + FRISSEON 19.50

LE PARRAIN

En 1945, à New York, Don Vito Corleone (Marlon Brando), chef respecté de l'une des plus puissantes familles mafieuses, célèbre le mariage de sa fille Connie (Talia Shire) dans une cérémonie somptueuse. Entouré de proches et de fidèles, il reçoit des vœux de loyauté qui renforcent son autorité. Cependant, cette atmosphère festive est bientôt troublée par l'arrivée de Virgil Sollozzo (Al Lettieri), un ambitieux trafiquant de drogue représentant la famille Tattaglia, qui propose à Don Vito de s'associer à un lucratif marché. Bien que Sonny Corleone (James Caan), le fils impulsif de Vito, voit d'un bon œil cette opportunité,....



CANAL+ family 19.50

Comme chiens et chats : la revanche de Kitty Galore

Après avoir été renvoyé de la police, Diggs, un berger allemand au caractère intrépide, se voit offrir une seconde chance en intégrant les services secrets canins. Sa mission : déjouer les plans machiavéliques de Kitty Galore, une chatte au passé d'espionne, qui a perdu tous ses poils et nourrit un désir de vengeance contre l'humanité. Kitty, désireuse de semer le chaos parmi les chiens, projette de diffuser un son insupportable qui les rendrait fous. Pour mener à bien cette mission périlleuse, Diggs s'associe à Butch, un bulldog au flair aiguisé.



CANAL+ CINEMA 20.00

Kill

Amrit Rathod, commando émérite de la gardienne nationale indienne, revient de mission avec son ami et collègue Viresh Chatwal. Amrit n'attend qu'une chose, pouvoir retrouver Tulika Singh, la femme qu'il aime. Seulement, la jeune femme est promise à un autre homme par son père, Baldeo, un homme puissant, décidé à arranger un mariage de raison. Alors que Baldeo, Tulika et d'autres membres de la famille embarquent dans un train express pour New Delhi, Amrit et Viresh font discrètement de même, afin que le comando puisse retrouver son aimée.

TÉLÉVISION

TF1

20.10 The Voice Kids



10.00 Téléshop-samedi
10.50 Les douze coups de midi
12.00 JT 13h
12.40 Reportages découverte
13.50 Grands reportages



15.10 Les Docs du week-end
16.50 50mn Inside
19.00 JT 20h

Un quatuor de coaches à la fois complémentaire et dynamique s'apprête à dénicher les plus belles voix et à enflammer le plateau aux côtés des chanteurs en herbe. Entre émotion, rires et performances vocales exceptionnelles des petits talents, cette nouvelle édition s'annonce comme un événement incontournable de la rentrée. Les étapes clés de cette onzième saison sont les très attendues "auditions à l'aveugle", où chaque talent aura une chance de faire chavirer les fauteuils rouges des coaches grâce à sa seule voix.
22.30 Une famille en or

6

20.00 Les traîtres



Eric Antoine a convié plusieurs personnalités parmi lesquelles la comédienne Fabienne Carat, le mentaliste Fabien Olicard et l'ex-sélectionneur de l'équipe de France de football, Raymond Domenech, au domaine de Bournel, à Courby, dans le Doubs. Certaines d'entre elles ont été désignées Loyaux, d'autres, Traîtres. Au fil du jeu, rythmé par les défis machiavéliques proposés par l'animateur, les premiers doivent tenter de démasquer les seconds qui se cachent parmi eux.
22.25 Et si on se rencontrait ?

CANAL+

20.00 Toulon / Castres



Jean-Baptiste Gros et les Toulonnais restent sur retrouvent les Castrais trois mois après les avoir battus en barrage du Top 14. Pour leur premier match à domicile de la saison, les Varoies s'attendent à une opposition de haut niveau face aux joueurs de Xavier Sadourny revanchards. Emmené par Louis Le Brun, le CO figure comme d'habitude sur la liste des sérieux outsiders du championnat. L'effectif du Castres Olympique s'est renforcé avec notamment le jeune...
22.00 Canal Rugby Club le débrief

PLANETE +

TFX

W9

08.41 American Pickers, la brocante made in USA
11.45 Au bonheur des dames : L'invention du grand magasin
13.15 Juan Carlos . la chute d'un roi
14.51 Paris, une histoire capitale
16.45 Les secrets des hommes de Lascaux
18.22 American Pickers, la brocante made in USA



08.10 One Piece
09.08 Top Info
09.10 Familles nombreuses : la vie en XXL
20.10 Chroniques criminelles
Petit Grégory : 40 ans après, la vérité sur l'affaire du siècle ?



09.10 Absolument stars
10.50 Scorpion
16.30 La petite histoire de France



Népal: au moins 51 tués dans les troubles, 12.500 détenus en cavale



Au moins 51 personnes ont été tuées cette semaine au Népal lors des manifestations contre le blocage des réseaux sociaux et la corruption et dans les émeutes qui ont causé la chute du gouvernement, a-t-on appris vendredi de source policière.

«Au moins 51 personnes sont mortes cette semaine dans les troubles, dont 21 manifestants et 3 policiers», a déclaré à l'AFP un porte-parole de la police, Binod Ghimire. «Environ 13.500 détenus se sont échappés. Certains ont été repris, 12.533 sont toujours en cavale», a poursuivi M. Ghimire.

Les troubles, les plus meurtriers survenus au Népal depuis l'abolition de la monarchie en 2008, ont débuté lundi, lorsque la police a ouvert le feu sur des jeunes manifestants, faisant selon la police au moins 19 morts et des centaines de blessés.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Niger: des soldats tués lors d'attaques de jihadistes



Des attaques de jihadistes présumés ont été perpétrées mercredi dans l'ouest du Niger selon plusieurs sources faisant état jeudi d'un bilan qui pourrait atteindre une vingtaine de soldats morts. Les attaques ont, selon elles, eu lieu dans la région de Tillabéri, proche du Burkina et du Mali, dans la zone dite des trois frontières, où les groupes jihadistes

liés à Al-Qaida et l'Etat islamique (EI) sont très actifs. «Le 10 septembre, des éléments de l'EIS ont mené plusieurs assauts, dont une attaque contre une position de l'armée nigérienne près de l'aéroport de Tillabéri, cette action entraînant la mort de 12 soldats des FAN», les Forces armées nigériennes, a-t-il écrit sur X jeudi. «Le même jour, une dou-

ble incursion a eu lieu au cœur de Tillabéri: la première dans le secteur de Kabya, suivie d'une seconde vers dans le quartier Digga_Banda, à proximité de l'école privée Alhéri», a-t-il ajouté, précisant qu'au moins deux civils ont été tués. Lors d'une riposte de la garde nationale, «15 soldats» ont été tués «dans une embuscade meurtrière», a affirmé Wamaps.

Le Danemark investit 7,76 milliards d'euros pour des systèmes de défense



Le Danemark va faire l'acquisition de huit systèmes de défense anti-aériens de longue et moyenne portée auprès de fabricants d'armement en France, en Italie, en Allemagne et en Norvège, a annoncé vendredi le ministère de la Défense. «Les coûts totaux liés aux acquisitions et à l'exploitation des systèmes de défense aérienne et antimissile terrestres sont estimés à 58 milliards de couronnes», soit 7,76 milliards d'euros, a écrit le ministère dans un communiqué. Pour le système à longue portée, le choix du Danemark s'est porté sur le SAMP/T, produit par la France et l'Italie tandis que pour les systèmes à moyenne portée, le choix se portera sur un ou plusieurs systèmes produits par la Norvège, l'Allemagne, et la France.

«La guerre en Ukraine démontre clairement la nécessité d'une défense aérienne terrestre moderne composée de plusieurs systèmes intégrés, fournissant plusieurs niveaux de protection de l'espace aérien», a noté le chef d'état-major des armées, Michael Hyldgaard, cité dans le communiqué.

Le Cameroun déploie plus de 1.000 casques bleus en Centrafrique



Le 12e contingent camerounais de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA) sera déployé en République centrafricaine (RCA), a-t-on indiqué de source officielle. Selon un communiqué publié par le ministère camerounais de la Défense, le ministre Joseph Beti Assomo a présidé jeudi à l'Ecole de formation aux opérations de maintien de la paix de Motchebougoum, dans la région de l'Est du Cameroun, la cérémonie de remise de l'étendard au 12e contingent de la MINUSCA au titre de la relève de 2025.

Selon les médias locaux, ce 12e contingent est composé de 1.300 soldats avec pour mission de protéger et de veiller sur les civils pendant un an. Au moment où ils s'apprentent à rejoindre la Centrafrique, M. Beti Assomo leur a recommandé dans son discours de demeurer «professionnels, solidaires et entièrement focalisés sur leurs missions».

Une nouvelle flambée de choléra en Zambie



De nouveaux cas de choléra ont été signalés dans le nord de la Zambie, à peine deux mois après que le gouvernement a assuré que cette maladie d'origine hydrique était maîtrisée, ont annoncé jeudi les autorités sanitaires. Selon Kennedy Lishimpi, secrétaire permanent aux services techniques du ministère de la Santé, 13 nouveaux cas ont été signalés au cours des dernières 24 heures, portant le total cumulé à 114 cas et un décès depuis le début de la nouvelle flambée le 5 août. Il a ajouté que le gouvernement a depuis intensifié la surveillance de la qualité de l'eau dans toutes les zones touchées et a lancé, dans le cadre des efforts visant à contenir l'épidémie, une campagne de vaccination orale contre le choléra pour plus de 72.000 personnes sur une population ciblée de 73.615 à Mpulungu.

La Zambie a connu sa plus grave épidémie de choléra entre octobre 2023 et juillet 2024, avec plus de 23.000 cas et plus de 700 décès.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LE TEMPS ET LE RETOUR DE MANIVELLE

Partout la preuve est donnée sur l'impossibilité des populations à s'adapter à la transfiguration du monde. Tout se ligue contre la population mondiale pour qu'un mur de lourds impondérables contrarie une marche forcée dans la vie. Nature, climat, crise, et une multitude de récents travers tronçonnent les plis ancrés de la culture de vivre de la majorité des êtres pensants. Ils s'y appliquent sans douceur presque pour annoncer la venue d'une nouvelle ère géologique. On n'en a que peu conscience, mais les faits sont si tenaces qu'il va falloir comprendre que rien ne sera comme avant. Sans doute que ceux qui ont vécu leur plus longue tranche de vie, en se rendant compte qu'ils ont fait leur

temps, sont surpris par une humanité qui se renouvelle dans une normalité affligeante en ne leur accordant que des souvenirs et des regrets. Ce n'est peut-être que ça !

Un retour de manivelle s'éternisant contre l'homme pour le réduire à sa naturelle expression. Quelque part, il n'est plus qu'une ombre qui passe laissant la vie se perpétuer.

L'éternité n'est inscrite sur aucun registre pour que l'homme se prenne pour un dieu. S'en convaincre engendre les pires folies et ceux qui se nourrissent de cette

fausse conviction se font complices et terribles acteurs d'une particulière dégénérescence de l'espèce humaine. Ils ignorent qu'ils ne font qu'intégrer une visible espèce en voie de disparition.

Les actuels maîtres du monde, en véritables monstres sans retenue, pensent dompter le temps, alors qu'à la vérité ils ne font qu'accentuer son revers et sa dictature.

Les us que l'on croyait gravés dans du marbre s'effritent ne permettant qu'aux nouvelles générations montantes de s'accaparer un nouveau modèle d'existence. Pour eux, point de dépaysement. Bien au contraire, ils s'annoncent avec moult preuves en architectes d'un présent et d'un futur qui parfois désarçonnent les anciens.